Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM
Section Analyses

Public

Berne-Wabern, 21.05.2021

Focus Gambie

Situation des personnes LGB en Gambie

Haftungs- und Nutzungshinweis zu Quellen und Informationen

Die Länderanalyse des Staatssekretariats für Migration (SEM) hat den vorliegenden Bericht gemäss den gemeinsamen EU-Leitlinien für die Bearbeitung von Informationen über Herkunftsländer und auf der Grundlage sorgfältig ausgewählter Informationsquellen erstellt. Die zur Verfügung stehenden Informationen hat sie mit grösster Sorgfalt recherchiert, evaluiert und bearbeitet. Alle verwendeten Quellen sind referenziert. Dessen ungeachtet erhebt dieses Dokument keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Es erlaubt auch keine abschliessende Bewertung darüber, ob ein individueller Antrag auf einen bestimmten Flüchtlingsstatus oder auf Asyl berechtigt ist. Wenn ein bestimmtes Ereignis, eine bestimmte Person oder Organisation in diesem Bericht keine Erwähnung findet, bedeutet dies nicht, dass ein solches Ereignis nicht stattgefunden hat oder dass die betreffende Person oder Organisation nicht existieren. Die Inhalte sind unabhängig verfasst und können nicht als offizielle Stellungnahme der Schweiz oder ihrer Behörden gewertet werden. Die auszugsweise oder vollständige Nutzung, Verbreitung und Vervielfältigung dieses Berichts unterliegt den in der Schweiz geltenden Klassifizierungsregeln.

Clauses sur les sources, les informations et leur utilisation

L'Analyse Pays du Secrétariat d'Etat aux Migrations (SEM) a élaboré le présent « Focus » dans le respect des Lignes directrices de l'UE en matière de traitement et de transmission d'informations sur les pays d'origine. L'Analyse Pays a recherché, évalué et traité toutes les informations figurant dans ce document avec la plus grande vigilance. Toutes les sources d'informations utilisées sont dûment référencées. Cependant, ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Si le rapport ne mentionne pas un événement, une personne ou une organisation déterminé(e), cela ne signifie pas forcément que l'événement n'a pas eu lieu ou que la personne ou l'organisation n'existe pas. L'Analyse Pays a produit ce document de manière indépendante et son contenu ne doit pas être considéré comme une prise de position officielle de la Suisse ou de ses autorités. Il n'est pas davantage concluant pour décider du bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile particulière. Par ailleurs, ce rapport est soumis, tant dans son utilisation, sa diffusion et sa reproduction partielle ou intégrale, aux règles de classification en vigueur en Suisse.

Reservation on information, its use, and on sources

This report, written by Country Analysis of State Secretariat for Migration (SEM), is in line with the EU-Guidelines for processing Country of Origin Information. The report draws on carefully selected sources; they are referenced in the report. Information has been researched, analyzed, and edited respecting best practices. However, the authors make no claim to be exhaustive. No conclusions may be deduced from the report on the merits of any claim to the well-foundedness of a request for refugee status or asylum. The fact that some occurrence, person, or organization may not have been mentioned in the report does not imply that such occurrence is considered as not having happened or a person or organization does not exist. This report is the result of independent research and editing. The views and statements expressed in this report do not necessarily represent any consensus of beliefs held by the Swiss government or its agencies. Using, disseminating, or reproducing this report or parts thereof is subject to the provisions on the classification of information applicable under Swiss law.

Fragen/Kommentare, questions / commentaires, questions/comments:
coi@sem.admin.ch

Table des matières

Synthèse **5**

Main findings **6**

1. Sources et terminologie **6**

2. Introduction : situation sous l'ancien président Yahya Jammeh **8**

3. Cadre juridique **9**

3.1. La Constitution 9
3.2. Le code pénal 10
3.2.1. Projet de nouveau code pénal (état au 16.03.2020) 11
3.3. Application des lois 12

4. Protection et accès à la justice **13**

4.1. De la part des forces de l'ordre et de sécurité 13
4.2. Autres organisations pouvant offrir un soutien en matière d'accès à la justice 13

5. Contexte socio-politique **15**

5.1. La société en général 15
5.2. Prises de position de leaders 19
5.3. Rôle des médias 21

6. Quotidien des personnes LGB **22**

6.1. Termes utilisés en Gambie 22
6.2. Visibilité 23
6.3. Accès au logement et à l'emploi 24
6.4. Accès aux soins 24
6.5. Violences homophobes 25
6.6. Stratégies adoptées par les LGB 26

7. Situation spécifique aux femmes **27**

8. Conclusion **28**

Annexe 1: Code pénal : dispositions en vigueur **30**

Code pénal de 1933 ..... **30**

Amendements de 2005 31

Amendement de 2014 32

Annexe 2 : Articles du projet de nouveau code pénal *Criminal Offences Bill 2020* (état : mars 2020) 33

Ce rapport répond aux questions suivantes :

- Comment la situation des personnes LGB en Gambie a-t-elle évolué depuis le changement de gouvernement en janvier 2017 ?
- Quelle est actuellement la situation légale des personnes LGB en Gambie ?
- Ces personnes ont-elles accès à une protection ?
- Quelle est leur situation au quotidien, ont-elles accès à des services de base ?

Synthèse

Les lois criminalisant l'homosexualité adoptées sous le régime de l'ancien président Yahya Jammeh, sont toujours en vigueur, dont notamment la disposition concernant l'homosexualité aggravée introduite en 2014. Cette disposition prévoit la prison à vie en cas de condamnation. La révision du code pénal en cours ne légalise pas les relations entre personnes de même sexe, mais diminue la peine maximale encourue à deux ans de prison.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel président Adama Barrow en janvier, les autorités gambiennes n'avaient plus engagé de poursuites envers des personnes LGB en raison de leur orientation sexuelle. Cependant, en novembre 2020, un journal en ligne gambien a fait état d'une procédure judiciaire en cours contre un ressortissant sénégalais accusé d'avoir tenté d'avoir des relations « contre nature » avec un autre homme. En avril 2021, toujours selon le même journal, l'accusé a été condamné à sept ans de prison ou à une amende de 100 000 dalasis. Il doit par ailleurs dédommager le plaignant à hauteur de 50 000 dalasis. Cette condamnation surprend, puisque selon plusieurs sources, les autorités s'étaient engagées à ne plus poursuivre les personnes LGB en raison de leur orientation sexuelle. Il reste à voir s'il s'agit d'un cas isolé ou du premier d'une série.

La situation des personnes LGB en Gambie ne peut être généralisée et peut être perçue de de différentes manières. Selon les informations collectées, les personnes LGB n'osent généralement pas s'adresser à la police. En effet, sous le régime Jammeh ouvertement hostile aux LGB, les forces de l'ordre et de sécurité ont fait partie du système d'oppression. Les membres de ces forces étant restés sensiblement les mêmes sous l'actuel gouvernement, les personnes LGB craignent des tentatives d'extorsion ou des abus de la part des agents de police. Selon plusieurs sources, ces pratiques ont encore cours.

Sur le plan de l'accès à la justice, les personnes LGB, comme toute personne résidant en Gambie, peuvent porter plainte auprès de la National Human Rights Commission *(NHRC) en cas de violation de leurs droits. Celle-ci a les pouvoirs d'une haute cour et s'est exprimée en faveur de la protection des droits humains des personnes LGBTI.*

Le quotidien des personnes LGB, qui peut différer selon les situations individuelles, reste difficile à appréhender. Les sources sont rares et lacunaires et ne permettent pas une lecture différenciée. Par ailleurs, les facteurs individuels et spécifiques au contexte gambien pouvant éventuellement influencer l'attitude de la société à l'encontre des LGB et les stratégies d'adaptation de ces derniers n'ont pas été étudiés.

Selon les informations collectées, pour les personnes qui sont « étiquetées » LGB, l'accès à l'emploi, au logement et aux soins peut être compliqué. De plus, certaines sont victimes de violences, souvent de la part de membres de leur famille ou de connaissances. Ces violences sont rarement signalées. Lorsqu'ils se sentent trop en danger en Gambie, certains HSH se réfugient temporairement au Sénégal.

Cependant, il existe certains espaces où les jeunes HSH sont appréciés, notamment comme animateurs d'évènements. Il semble que ces jeunes reçoivent la protection de femmes influentes en échange de faveurs sexuelles.

On en sait peu sur la situation des femmes ayant des relations avec des femmes en Gambie. Selon certaines études plus générales, les femmes lesbiennes sont plus fréquemment victimes de violences sexuelles (viols correctifs), parfois au sein de leur famille. Il est probable

que, du fait que les femmes se déplacent moins librement que les hommes, les FSF puissent moins facilement se rencontrer. Dès lors, elles sont moins visibles.

/

Main findings

Laws criminalising homosexuality adopted under the regime of the former president, Yahya Jammeh, are still in force, including the provision on aggravated homosexuality introduced in 2014. The provision provides for life imprisonment in case of conviction. The current revision of the penal code does not legalise same-sex relationships, but reduces the maximum penalty to two years imprisonment.

Since President Adama Barrow took up his office in January 2017, the Gambian authorities had not prosecuted LGB persons on account of their sexual orientation anymore. However, in November 2020, one Gambian media outlet mentioned pending court proceedings against a Senegalese national accused of attempting to have "unnatural" intercourse with another man. In April 2021, according to the same newspaper, he was sentenced to seven years imprisonment or a fine of 100,000 dalasis. In addition, he is to pay a compensation of 50,000 dalasis to the plaintiff. This conviction comes as a surprise, since several sources had reported that the Gambian authorities had committed themselves not to prosecute LGB persons based solely on their sexual orientation. It is an open question whether this court case will remain an isolated one or be the first of a series.

The situation of LGB persons in the Gambia cannot be defined in a generalised manner and can be perceived in different ways. According to the information collected, LGB persons are generally afraid of approaching the police: indeed, under the openly anti-LGB regime of President Jammeh, law enforcement services and the security forces were part of the system of oppression. Since these forces are largely still staffed by the same people under the current government, LGB persons fear extortion or abuse by police officers. According to several sources, these practices still occur.

In terms of access to justice, LGB persons, like any other person residing in the Gambia, can lodge a complaint with the National Human Rights Commission (NHRC) in case of violation of their rights. The NHRC has the powers of a high court and has spoken out in favour of protecting the rights of LGBTI persons.

It is not easy to gain a complete picture of the daily life of LGB persons, which may differ depending on the individual's situation. Information is scarce and incomplete, which renders a valid interpretation of their situation difficult. There have been no studies on individual factors or factors specific to the Gambia that may influence society's attitude towards them or on their coping strategies.

According to the information gathered, access to employment, housing and healthcare can be complicated for people who are labelled as being LGB. Some become victims of violence, often from family members or acquaintances. This violence is seldom reported. Some MSM who feel too unsafe in the Gambia take temporary refuge in Senegal.

However, there are some spaces where young MSM are appreciated, particularly as entertainers in events. It seems that they receive protection from influential women in return for sexual favours.

Little is known about the situation of WSW in the Gambia. Some general studies indicate that they are more frequently victims of sexual violence (corrective rape), sometimes within their family. Because women move around less freely than men, WSW are less likely to meet and are therefore less visible.

1. Sources et terminologie

Le présent rapport est le fruit d'une mission d'enquête menée en Gambie en novembre 2019 dont les résultats ont été combinés avec des études académiques, des rapports d'ONG, d'organisations de la société civile et d'organisations internationales, ainsi que des articles de médias locaux et internationaux publiés en ligne. A cela s'ajoutent des textes législatifs ainsi

que l'interview d'un chercheur académique expert de la situation des personnes LGBTI dans certains pays d'Afrique, dont la Gambie. La situation légale est bien documentée et prend dès lors beaucoup de place dans les représentations occidentales. En ce qui concerne les incidents concrets et les perceptions individuelles de la situation, les sources sont plus rares. Ainsi, d'importantes lacunes et incertitudes subsistent.

De manière générale, l'Afrique a une image relativement homophobe, du moins dans le monde occidental. Selon une étude sur le sujet publiée par l'Université d'Amsterdam, « cette représentation de l'Afrique comme homophobe est soutenue aussi bien par les traditionalistes [africains], qui insistent que l'homosexualité est un phénomène importé de l'Occident, que par les médias occidentaux qui se concentrent sur des déclarations homophobes faites par des chefs politiques et religieux d'Afrique. Ces deux courants négligent d'admettre l'existence d'un débat interne et de désaccords parmi les Africains eux-mêmes sur le sujet de l'homosexualité.»[1]

Le discours public qui se tient sur l'homosexualité en Gambie pourrait dès lors être interprété comme faisant partie d'une rhétorique anticoloniale, bien que les lois interdisant l'homosexualité soient elles-mêmes un héritage colonial. Par ailleurs, en Gambie, l'homosexualité est parfois thématisée dans le contexte du tourisme (sexuel) international,[2] ce qui complique l'obtention d'informations fiables lors d'entretiens sur le terrain pour des observateurs externes.

Aussi, parmi les interlocuteurs rencontrés en Gambie, aucun n'a mentionné une attitude ou opinion nuancée de la part de membres de la société gambienne envers les personnes LGBTI, ni abordé l'aspect du tourisme sexuel. En effet, ces interlocuteurs ont soit préféré ne pas parler de la thématique des minorités sexuelles avec une délégation étrangère, soit ils ont dépeint une société profondément homophobe. Quant aux médias locaux, ils publient généralement des articles ou opinions condamnant toute pratique homosexuelle. Toutefois, derrière le discours public unanimement opposé à toute orientation sexuelle sortant de la norme, il est plus que probable que des avis divergents ainsi que des opinions et attitudes plus nuancées existent au sein de la population gambienne. Ceux-ci n'ont malheureusement pas pu être documentés.

L'objectif de ce rapport étant notamment d'appréhender l'évolution de la situation des personnes LGBTI depuis l'arrivée au pouvoir du président Adama Barrow en janvier 2017, les sources écrites consultées ont, à quelques exceptions près, été publiées après cette date.

Bien qu'une partie des sources consultées utilisent les termes LGBTI (*lesbian, gay, bisexual, transgender, intersex*) ou LGBT, la majorité d'entre elles se concentrent sur les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Quelques sources incluent également les femmes ayant des relations sexuelles avec des femmes (FSF). Les informations récoltées se rapportent donc essentiellement aux LGB.

Nous avons opté pour les termes LGB(TI) / HSH / FSF parmi la multitude de termes concernant l'orientation sexuelle et l'identité genre.[3] Nous reprenons parfois les termes « homosexualité », « homosexuel », « lesbiennes » ou « bisexuel » lorsqu'ils ont été utilisés par la source des informations. Ce choix ne permet pas de représenter toute la palette de situations et perceptions des personnes concernées. Toutefois, la grande majorité des sources ne faisant

---

1 Patrick Awondo, Peter Geschiere, Graeme Reid, Amsterdam. Homophobic Africa? Toward a more nuanced view. In: African Studies Review, 2012, 55(3), 145-168. https://doi.org/10.1017/S0002020600007241 (11.03.2021).

2 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021) / Ismaila Ceesay, Edinburgh. Aligners, Lovers and Deceptors: Aspirations and strategies of young urban hustlers in the Gambia, 2016, p.183. https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/22956/Ceesay2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

3 Pour de plus amples informations concernant cette terminologie, voir par exemple : Dominique Dubuc / FNEEQ-CSN, Québec. LGBTQI2SNBA+ Les mots de la diversité liée au sexe, au genre et à l'orientation sexuelle, mai 2017. https://fneeq.qc.ca/wp-content/uploads/Glossaire-2017-08-14-corr.pdf (11.03.2021) ou encore les premiers chapitres de l'ouvrage suivant : Centre for the Study of Violence and Reconciliation, Johannesburg. Policy Brief: transitional justice and the inclusion of LGBTQIA+ rights, January 2020. https://media.africaportal.org/documents/Transitional_Justice_and_Inclusion_of_LGBTQIAL_Rights_Policy_Brief_2020.pdf (11.03.2021).

pas de distinction plus fine, cette solution a paru être la seule à s'offrir à nous. Mais selon une étude sur la sexualité en Gambie au cours de laquelle des HSH ont été interrogés, nombre d'entre eux entretiennent une relation avec une femme (petite amie ou épouse) et ne se reconnaissent pas comme « homosexuels » ou « gays » ou ne peuvent être définis comme tels.[4]

Pour finir, il y a lieu de préciser que nous sommes conscients que les sources lacunaires disponibles ne nous permettent pas de dépeindre la situation des personnes LGB en Gambie de manière exhaustive.

2. Introduction : situation sous l'ancien président Yahya Jammeh

Arrivé au pouvoir grâce à un coup d'Etat en 1994, puis élu président en 1996, Yahya Jammeh est resté à la tête de la Gambie jusqu'à sa défaite aux élections de décembre 2016 face à l'actuel président Adama Barrow.[5]

Le régime Jammeh a été marqué par de nombreuses violations des droits de l'homme, dont des actes de torture, des arrestations arbitraires, des violences basées sur le genre, des disparitions forcées et des exécutions sommaires.[6] Dans ce contexte, le système de sécurité – formé entre autres par l'armée, la police, la *National Intelligence Agency* (NIA) et quelques milices paramilitaires, dont les « *Junglers* » – comprenait les acteurs centraux de ce système répressif.[7]

Si une grande partie des violations des droits de l'homme étaient généralement passées sous silence, l'ancien président ne cachait pas son animosité envers les personnes LGBTI.[8] Au cours de sa présidence, qui a duré 22 ans, Jammeh a durci à plusieurs reprises les dispositions pénales criminalisant les relations entre personnes de même sexe.[9] En novembre 2014, son gouvernement a ainsi adopté une loi prévoyant la prison à vie pour le crime d'« homosexualité aggravée » s'appliquant, par exemple, aux récidivistes.[10]

Depuis le départ de Jammeh, qui vit actuellement en exil en Guinée équatoriale,[11] un important travail de mémoire est effectué, notamment au travers des audiences publiques de la Commission Vérité, Réconciliation et Réparation.[12] Quant au président Barrow, avant même

---

4 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 306. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

5 Voir par exemple : TRRC, Serrekunda. Interim Report 2018-2019, aucune date (avril 2020?). www.trrc.gm/wp-content/uploads/2020/04/TRRC-INTERIM-REPORT-Logo-Final.pdf?fbclid=IwAR3aJzg5yiy6AbPbezg_L7wFZqHiQ3_kCI2oJPPggS4WXEWI6B7PAQrwfp (11.03.2021).

6 TRIAL, Genève. Yahya Jammeh, 29.07.2020. https://trialinternational.org/fr/latest-post/yahya-jammeh/ (11.03.2021) / TRRC, Serrekunda. Interim Report 2018-2019, aucune date (avril 2020?). www.trrc.gm/wp-content/uploads/2020/04/TRRC-INTERIM-REPORT-Logo-Final.pdf?fbclid=IwAR3aJzg5yiy6AbPbezg_L7wFZqHiQ3_kCI2oJPPggS4WXEWI6B7PAQrwfp (11.03.2021).

7 Abdoulaye Saine, Oxford. Commissionned report to the Gambia's Truth Reconciliation and Reparation Commission: 1994-2017, June 2020, p. 43-44. http://www.trrc.gm/wp-content/uploads/2020/07/Professor-Saine-TRRC-FINAL-REPORT.pdf (11.03.2021).

8 Jeune Afrique, Paris. Yahya Jammeh et les homosexuels, 26.05.2008. https://www.jeuneafrique.com/69975/politique/yahya-jammeh-et-les-homosexuels/ (11.03.2021) / Mail Online, London. Gambia's president warns homosexuals: 'If you do it here I will slit your throat... no-one will ever set eyes on you again', 14.05.2015. https://www.dailymail.co.uk/news/article-3081640/Gambia-s-president-warns-homosexuals-slit-throat-no-one-set-eyes-again.html (11.03.2021).

9 The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 21.07.2005. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/75299/78264/F1686462058/GMB75299.pdf (11.03.2021).

10 The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 2014. Banjul, 09.10.2014. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/101060/121595/F-454549913/GMB101060.pdf (11.03.2021).

11 BBC, Londres. Zineb et Yahyah Jammeh : sur les traces des biens de l'ancien président gambien, 16.09.2020. https://www.bbc.com/afrique/region-54178867 (08.03.2021).

12 Center for Democracy and Development, Abuja. Documenting Dictatorship: Truth, Reconciliation and Reparation in The Gambia, June 2020. https://cddelibrary.org/wp-content/uploads/2020/06/Documenting-Dictatorship_Truth-Reconciliation-and-Reparations-in-The-Gambia.pdf (11.03.2021) / TRRC, Serrekunda. Interim Report 2018-2019, aucune date (avril 2020?). www.trrc.gm/wp-content/uploads/2020/04/TRRC-INTERIM-REPORT-Logo-Final.pdf?fbclid=IwAR3aJzg5yiy6AbPbezg_L7wFZqHiQ3_kCI2oJPPggS4WXEWI6B7PAQrwfp (11.03.2021).

son élection, il avait promis d'abroger ou modifier les lois répressives adoptées par son prédécesseur.[13]

Plus de quatre ans après le retour à la démocratie, comment la situation des personnes LGBTI a-t-elle évolué en Gambie ? C'est ce que nous allons tenter de mettre en lumière dans le présent rapport.

3. Cadre juridique

Le système juridique gambien est tripartite : il comprend la *common law*, la Sharia et les lois coutumières.[14]

La Sharia s'applique aux personnes musulmanes (soit près de 96% de la population)[15] pour les questions relatives à la famille (mariage islamique, divorce, garde des enfants, héritage) et les jugements sont rendus par les cours islamiques appelées *Cadi courts*.[16]

Les lois coutumières s'appliquent aux « Gambiens indigènes » non musulmans en ce qui concerne le mariage traditionnel, le divorce, l'héritage, les questions familiales, la propriété foncière et la chefferie tribale ou clanique.[17] Ces lois ne sont pas écrites et varient d'une communauté à l'autre. Elles reflètent probablement les rôles traditionnellement assignés aux hommes et aux femmes.[18]

Les seuls tribunaux habilités à traiter les affaires criminelles sont les cours étatiques qui appliquent la *common law*.[19]

Le code pénal étant en cours de révision, le texte en vigueur ainsi que le projet de loi correspondant sont présentés ci-dessous. Les traductions françaises ne sont pas officielles. Les articles originaux en anglais sont mis à disposition en annexe afin que le lecteur puisse, au besoin, s'y référer.

3.1. La Constitution

L'actuelle Constitution gambienne de 1997 garantit en son art.17, les libertés et droits fondamentaux individuels à toute personne, quels que soient sa race, sa couleur, son genre, sa langue, son opinion politique ou autre opinion, son origine nationale ou sociale, sa fortune, sa naissance ou autre statut. Le terme « genre » n'y est pas défini.[20]

L'art. 33 prévoit une protection contre la discrimination, notamment sur la base du genre. Cet article précise que tous sont égaux devant la loi, qu'aucune loi ne doit contenir de disposition discriminatoire ou ayant des effets discriminatoires et que personne ne doit être traité de manière discriminatoire par une personne agissant en vertu d'une loi ou dans le cadre d'une fonction ou autorité publique. Des exceptions sont toutefois prévues, notamment en ce qui concerne les dispositions légales liées à la famille (adoption, mariage, divorce, enterrement, héritage ou d'autres questions de droit personnel). De même, la protection contre la discrimination ne s'applique pas à des personnes appartenant à une « race » ou tribu particulière appliquant la loi coutumière.[21]

---

13 Law Hub Gambia (Madi Jobarteh), Banjul. Civil and Political Rights in The Gambia, 05.07.2018. https://www.lawhubgambia.com/lawhug-net/tag/President+Barrow (11.03.2021).

14 Constitution of the second Republic of the Gambia 1997, 08.08.1996 (as amended to 2018). https://www.lawhubgambia.com/1997-constitution (11.03.2021).

15 CIA, Washington DC. The World Factbook: The Gambia, last updated 05.02.2021. https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/gambia-the/#people-and-society (11.03.2021) / Gambia Bureau of statistics, Serrekunda. The Gambia – Atlas of 2003 Population and Housing Census, p. 69, 2006. http://www.columbia.edu/~msj42/pdfs/censusAtlas2003_small.pdf (11.03.2021).

16 Flora Ogbuitepu Ngo-Martins, Lagos. Update: Researching Gambian Legal Information, January 2019. https://www.nyulawglobal.org/globalex/Gambia1.html (11.03.2021).

17 Flora Ogbuitepu Ngo-Martins, Lagos. Update: Researching Gambian Legal Information, January 2019. https://www.nyulawglobal.org/globalex/Gambia1.html (11.03.2021).

18 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

19 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

20 Constitution of the second Republic of the Gambia 1997, 08.08.1996 (as amended to 2018). https://www.lawhubgambia.com/1997-constitution (11.03.2021).

21 Constitution of the second Republic of the Gambia 1997, 08.08.1996 (as amended to 2018). https://www.lawhubgambia.com/1997-constitution (11.03.2021).

L'art. 23 sur le droit à la vie privée prévoit des exceptions à ce droit, notamment dans le but de protéger la santé ou la morale ou de prévenir des troubles.

Le projet de nouvelle Constitution, présenté par la Commission de révision constitutionnelle (*Constitutional Review Commission ; CRC*) après plus de deux ans de travail et de consultations publiques, a été rejeté par l'Assemblée nationale le 22 septembre 2019.[22] La suite des travaux n'a pas encore été définie. Il semble qu'une reprise du projet rejeté ne soit pas exclue.[23]

Si le projet final comprenait nombre d'ajouts, précisions et modifications par rapport à la Constitution de 1997 en vigueur, la teneur des dispositions pouvant s'appliquer à l'homosexualité demeurait globalement la même.[24] Les membres de la CRC ont d'ailleurs estimé que pour être accepté par la population lors du referendum populaire, le projet de Constitution devait éluder certaines questions, dont celle des droits des personnes LGBTI.[25]

3.2. Le code pénal

Le code pénal de 1933, compte tenu de l'amendement de 2005, lequel introduit la notion d'homosexualité féminine, contient plusieurs articles visant les relations entre personnes de même sexe.[26]

L'art. 144 prévoit que toute personne qui a des relations charnelles contre nature ou permet à une autre personne d'avoir des relations charnelles contre nature avec elle est coupable d'un crime passible d'un emprisonnement de 14 ans. Les « relations charnelles contre nature » comprennent : la pénétration par l'anus ou la bouche, l'insertion d'objets dans la vulve ou l'anus dans le but de simuler un sexe, et le fait de commettre tout autre acte homosexuel avec la personne. Conformément à l'art. 145, la tentative de tels actes est passible de sept ans de prison.[27]

L'art 147 prévoit que toute personne qui commet une grossière indécence avec une personne du même sexe ou cherche à ce qu'une personne du même sexe commette un telle indécence avec elle ou tente de faire commettre une telle indécence avec elle-même par une personne du même sexe, en privé ou en public, est coupable d'un crime passible de cinq ans de prison. Un acte de « grossière indécence » comprend tout acte homosexuel.[28]

---

22 Foroyaa, Kanifing. Parliament Rejects Draft Constitution Bill 2020, 22.09.2020. https://foroyaa.net/parliament-rejects-draft-constitution-bill-2020/ (11.033.2021) / Dakar24, Dakar. Gambie: Nouvelle Constitution rejetée, 23.09.2020. https://dakar24sn.com/2020/09/23/gambie-nouvelle-constitution-rejetee/ (11.03.2021)

23 Freedom Newspaper, Raleigh (USA). Conference held to salvage Gambia's rejected draft constitution, 16.02.2021. https://www.freedomnewspaper.com/2021/02/16/conference-held-to-salvage-gambias-rejected-draft-constitution/ (11.03.2021) / The Digest Network, lieu inconnu. Resuscitating the Gambia's Draft Constitution Through A Globetrotting Consultant with foreign Intervention. As Gambia's Constitutional Scholar's Capacity Is Being Ignored in 21st Century Gambia, 23.02.2021. https://d-infodigest.com/2021/02/23/resuscitating-the-gambias-draft-constitution-through-a-globetrotting-consultant-with-foreign-intervention-as-gambias-constitutional-scholars-capacity-is-being-ignored-in-21st-century-gambia/ (11.03.2021).

24 Constitutional Review Commission, Serrekunda. 2020 Draft Constitution, 30.03.2020. https://crc220.org/wp-content/uploads/2015/12/CRC-DRAFT-CONSTITUTION.pdf (11.03.2021).

25 University of Pennsylvania Law School, Philadelphia. Access to Justice in the Gambia, September 2019, p. 66. https://www.law.upenn.edu/live/files/9725-working-report-access-to-justicegambi (11.03.2021).

26 Criminal Code of the Gambia, 1933, Division 3. https://sherloc.unodc.org/cld/uploads/res/document/gmb/1934/criminal-code--part-iii_html/Gambia_Criminal_Code_Part_3.pdf (08.03.2021) / The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 21.07.2005. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/75299/78264/F1686462058/GMB75299.pdf (11.03.2021).

27 Criminal Code of the Gambia, 1933, Division 3. https://sherloc.unodc.org/cld/uploads/res/document/gmb/1934/criminal-code--part-iii_html/Gambia_Criminal_Code_Part_3.pdf (08.03.2021) / The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 21.07.2005. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/75299/78264/F1686462058/GMB75299.pdf (11.03.2021).

28 Criminal Code of the Gambia, 1933, Division 3. https://sherloc.unodc.org/cld/uploads/res/document/gmb/1934/criminal-code--part-iii_html/Gambia_Criminal_Code_Part_3.pdf (08.03.2021) / The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 21.07.2005. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/75299/78264/F1686462058/GMB75299.pdf (11.03.2021).

L'amendement de 2014 introduit, avec l'ajout de l'article 144A, la notion d'« homosexualité aggravée ». Il s'agit d'homosexualité aggravée, si la victime du délit a moins de 18 ans, si l'auteur est séropositif, si l'auteur est un parent ou tuteur de la victime, si l'auteur a une autorité sur la victime, si la victime est une personne avec un handicap, si l'auteur est récidiviste, ou si l'auteur administre ou fait administrer une drogue à la victime dans le but de permettre à une personne du même sexe que la victime d'avoir des rapports charnels illégaux avec elle. S'il est reconnu coupable, l'auteur d'un acte d'homosexualité aggravée est passible de prison à vie.[29]

Voir les articles originaux et complets ***en annexe 1.***

3.2.1. **Projet de nouveau code pénal** (état au 16.03.2020)

Une nouvelle version du projet de code pénal, le *Criminal offences Bill 2020*, a été publiée dans la gazette officielle du 16 mars 2020, [30] mais elle n'a pas encore été adoptée.[31] Selon un rapport publié par Law Hub en décembre 2020, le projet de loi a été retiré de l'Assemblée nationale parce qu'il contenait des dispositions qui pourraient limiter les droits politiques des citoyens.[32]

Les art. 122 et 123 sur les délits contre nature et les tentatives de commettre de tels délits précisent que toute personne qui entreprend des « actes sexuels contre nature », se laisse faire lors de tels actes ou tente d'en entreprendre commet un délit passible de deux ans de prison en cas de condamnation. Les « actes sexuels contre nature » comprennent « tout acte homosexuel ».[33]

L'art. 124, qui a gardé le titre « pratiques indécentes entre hommes », concerne tant les hommes que les femmes. Il précise que toute personne qui commet un acte de grossière indécence avec une personne de même sexe ou incite une personne à commettre un tel acte, que ce soit avec elle-même ou avec une autre personne du même sexe, en privé ou en public, commet un délit passible de deux ans de prison. Les actes de grossière indécence comprennent tout acte homosexuel.[34]

Voir les articles originaux et complets ***en annexe 2.***

Le projet comprend deux modifications importantes par rapport au code pénal actuellement en vigueur :

- La disposition sur l'homosexualité aggravée n'a pas été reprise.
- Les « actes homosexuels » ne sont plus considérés comme des crimes, mais comme des délits. La peine encourue est désormais de deux ans dans tous les cas de figure.

Plusieurs interlocuteurs gambiens estiment que le gouvernement ne pouvait pas supprimer l'interdiction des relations homosexuelles du code pénal, car cela aurait provoqué une réaction de rejet de la part de la population.[35]

Dans le rapport national soumis par la Gambie en vue de son examen périodique universel (EPU) de novembre 2019 devant la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies,

---

29 The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 2014. Banjul, 09.10.2014 https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/101060/121595/F-454549913/GMB101060.pdf (11.03.2021).

30 Criminal Offences Bill 2020, mars 2020. https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5f026165dc3ce86c6becff3c/1593991585629/Criminal+Offences+Bill_2020.pdf (11.03.2021).

31 President Adama Barrow, Banjul. State of the Nation Address, 17.09.2020. http://www.statehouse.gm/state-nation-address-2020-legislative-year-delivered-president-adama-barrow-national-assembly#_Toc51160570 (11.03.2021).

32 Law Hub Gambia, lieu inconnu. Constitutional law developments in the Gambia: 2020, décembre 2020, p.7. https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5fe2324539572908c6681dba/1608659526308/Con+Development+2020-+Gambia.pdf (11.03.2021).

33 Criminal Offences Bill 2020, mars 2020, art. 122 - 123. https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5f026165dc3ce86c6becff3c/1593991585629/Criminal+Offences+Bill_2020.pdf (11.03.2021).

34 Criminal Offences Bill 2020, mars 2020, art. 124. https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5f026165dc3ce86c6becff3c/1593991585629/Criminal+Offences+Bill_2020.pdf (11.03.2021).

35 Salieu Taal, avocat et président de la « Bar Association Gambia », Banjul. Entretien du 17.11.2019 / Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019 / Organisation internationale, Banjul. Entretien du 19.11.2019.

les autorités gambiennes avaient indiqué qu'elles ne comptaient pas dépénaliser les relations homosexuelles en déclarant « *LGBTQ is not largely accepted in the Gambia and the Government does not plan to decriminalise it* ».[36] Depuis, le gouvernement a réitéré sa position à plusieurs reprises et a ajouté qu'il n'envisageait pas même de réviser les lois sur l'homosexualité.[37]

3.3. Application des lois

Les dispositions anti-discrimination actuelles ne protègent pas les personnes LGBTI.[38]

En 2019 et 2020, plusieurs sources ont déclaré que depuis l'arrivée au pouvoir du Président Adama Barrow début 2017, il n'y a plus eu, ni de poursuites, ni de condamnations de personnes homosexuelles sur la base des lois criminalisant les relations entre personnes du même sexe.[39] Le gouvernement s'est engagé à ne pas faire usage des lois actuellement en vigueur pour poursuivre des personnes LGBTI.[40] Un chercheur universitaire qui a travaillé sur un projet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme-Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest (HCDH-BRAO) portant notamment sur la Gambie, parle d'un « moratoire informel sur les poursuites » envers les personnes LGBT, car les autorités ne seraient plus intéressées à engager de telles poursuites.[41]

Dans son rapport annuel portant sur 2019, la Commission nationale des droits de l'homme (*National Human Rights Commission* ; NHRC), estime que l'Etat a respecté les droits des personnes LGBTI et qu'aucun membre de cette minorité sexuelle n'a été soumis à des arrestations ou intimidations approuvées par l'Etat.[42]

Cependant, selon un journal en ligne gambien, en avril 2021, le tribunal de Kanifing a condamné un ressortissant sénégalais à sept ans de prison ou à une amende de 100 000 dalasis (env. 1770 CHF)[43], pour avoir tenté d'avoir des relations charnelles « contre nature » avec un autre homme. L'accusé, qui avait plaidé coupable, doit en outre s'acquitter

---

36 Human Rights Council, Genève. National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21 – Gambia, 22.08.2019, p.11. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/national_report_gambia_en.pdf (11.03.2021).

37 Eye Gambia, lieu inconnu. The Gambia Will Not Legalize Homosexuality, Justices Minister, 09.11.2019. https://eyegambia.org/the-gambia-will-not-legalize-homosexuality-justices-minister/ (11.03.2021) / The Point, Serrekunda. Guided by values, gov't won't decriminalise homosexuality, 24.06.2020. https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/guided-by-values-govt-wont-decriminalise-homosexuality (11.03.2021) / The Chronicle, Banjul. Gov't Says It Has No Plans to Review LGBT Laws, 24.06.2020. https://www.chronicle.gm/govt-says-it-has-no-plans-to-review-lgbt-laws/ (11.03.2021).

38 Overseas Security Advisory Council – Bureau of Diplomatic Security, US Department of State, Washington DC. The Gambia 2020 Crime & Safety Report, 16.03.2020. https://www.osac.gov/Country/Gambia/Content/Detail/Report/b9be3e00-d5df-4c83-89d0-1836dca412d4 (11.03.2021).

39 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019 / Overseas Security Advisory Council – Bureau of Diplomatic Security, US Department of State, Washington DC. The Gambia 2020 Crime & Safety Report, 16.03.2020. https://www.osac.gov/Country/Gambia/Content/Detail/Report/b9be3e00-d5df-4c83-89d0-1836dca412d4 (11.03.2021) / Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020 / NHRC, Serrekunda. Annual report 2019, 12.06.2020, p.32 s. https://www.gm-nhrc.org/download-file/3c2ce82f-acc8-11ea-9dc8-022a5fa1767e (11.03.2021) / United Nations Human Rights Committee, Geneva. Human Rights Committee examines the State of civil and political rights in the Gambia in absence of report, 06.07.2018. https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23343&LangID=E (11.03.2021). A noter que l'article d'Amnesty International datant de janvier 2018 mentionnant huit arrestations de personnes soupçonnées d'être homosexuelles (https://www.amnesty.org.uk/gambia-anti-gay-bill) est erroné, puisqu'il relate des faits remontant à novembre 2014. Voir ici : https://www.amnesty.org/en/latest/news/2014/11/gambia-must-stop-wave-homophobic-arrests-and-torture/ (11.03.2021).

40 WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2019, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf (11.03.2021) / Action Canada, Ottawa. Human Rights Council - 43rd Session Outcome of the Universal Periodic Review - The Gambia, 16.03.2020. https://www.sexualrightsinitiative.com/sites/default/files/resources/files/2020-03/The%20Gambia%20-%20UPR%20Adoption%20Statement.pdf (11.03.2021) / United Nations Human Rights Committee, Geneva. Human Rights Committee examines the State of civil and political rights in the Gambia in absence of report, 06.07.2018. https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23343&LangID=E (11.03.2021).

41 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

42 NHRC, Serrekunda. Annual report 2019, 12.06.2020, p.32 s. https://www.gm-nhrc.org/download-file/3c2ce82f-acc8-11ea-9dc8-022a5fa1767e (11.03.2021)

43 Taux de conversion du 17.05.2021.

du paiement d'un dédommagement de 50 000 dalasis en faveur du plaignant.[44] La peine d'emprisonnement prononcée est celle prévue à l'article 145 du code pénal pour la tentative de telles relations.[45] Il n'a pas été possible de trouver d'autre sources relatant cette procédure pénale. Le même journal avait déjà publié un article concernant cette affaire en novembre 2020.[46]

4. Protection et accès à la justice

4.1. De la part des forces de l'ordre et de sécurité

En 2019, le Comité des Droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par le fait qu'en Gambie, les personnes LGBTI sont victimes d'arrestations arbitraires.[47] Selon un chercheur universitaire et une ONG gambienne, en Gambie, les personnes LGBT ne peuvent pas porter plainte ou demander la protection de la police, car elles risquent d'être victimes d'extorsion.[48]

Un chercheur universitaire a mentionné l'exemple de personnes attaquées par un groupe de voisins en raison de leur orientation sexuelle. Elles ont cherché secours dans un poste de police, où elles ont été contraintes de payer les agents pour éviter de se faire arrêter.[49]

L'extorsion et le chantage envers les personnes LGBT n'est pas l'apanage de la police, mais semblent être pratiqués par l'ensemble des forces de sécurité. Cela n'a pas changé avec l'arrivée du nouveau gouvernement, puisque les fonctionnaires sont restés les mêmes.[50] Outre de l'argent, les agents soutirent également des services, notamment sexuels, aux personnes LGBT.[51] A noter que de manière générale, la population gambienne ne fait pas confiance à la police, qu'elle considère abriter les fonctionnaires les plus corrompus.[52]

4.2. Autres organisations pouvant offrir un soutien en matière d'accès à la justice

Contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres pays africains criminalisant les relations homosexuelles où des communautés LGBTI s'organisent et revendiquent leurs droits, il n'existe pas d'ONG ou d'associations de promotion ou de protection des droits des personnes LGBT dans le pays.[53] Toutefois, une ONG locale de promotion des droits de l'homme se penche, entre autres, sur les questions liées aux droits des personnes LGBT.[54]

---

44 The Voice, Serrekunda. Man Convicted For Unnatural Offences, 30.04.2021. https://www.voicegambia.com/2021/04/30/man-convicted-for-unnatural-offences/ (17.05.2021) / The Voice, Serrekunda. Court Pushes Trial Of Alleged Gay To November 11, 05.11.2020. https://www.voicegambia.com/2020/11/05/court-pushes-trial-of-alleged-gay-to-november-11/ (19.03.2021).

45 Criminal Code of the Gambia, 1933, Division 3. https://sherloc.unodc.org/cld/uploads/res/document/gmb/1934/criminal-code--part-iii_html/Gambia_Criminal_Code_Part_3.pdf (17.05.2021)

46 / The Voice, Serrekunda. Court Pushes Trial Of Alleged Gay To November 11, 05.11.2020. https://www.voicegambia.com/2020/11/05/court-pushes-trial-of-alleged-gay-to-november-11/ (19.03.2021).

47 Conseil des droits de l'homme, Genève. Compilation concernant la Gambie, 23.08.2019, p.4. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/un_info_gambia_fr.pdf (11.03.2021).

48 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019/ Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

49 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

50 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

51 Organisation Internationale, Banjul. Entretien du 19.11.2019.

52 Afrobarometer, Accra. In fight against corruption, Gambians say citizens can make a difference, report without fear, and get official action, 06.12.2018, p.4. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAches/ab_r7_dispatchno263_corruption_and_trust_in_the_gambia.pdf (19.03.2021) / Africa News, Lyon. Gambia hands presidential security to police, first time in 37 years, 14.07.2018. https://www.africanews.com/2018/07/14/gambia-hands-presidential-security-to-police-first-time-in-37-years/ (19.03.2021)

53 University of Pennsylvania Law School, Philadelphia. Access to Justice in the Gambia, September 2019, p. 67. https://www.law.upenn.edu/live/files/9725-working-report-access-to-justicegambi (11.03.2021) / Salieu Taal, avocat et président de la « Bar Association Gambia », Banjul. Entretien du 17.11.2019.

54 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019/ Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

Sur Internet, on trouve néanmoins une collecte de fonds organisée à partir du Danemark pour une organisation appelée « Voix sortie facile Gambia » et qui se présente comme un « collectif queer » basé en Gambie et composé de Gambiens et de Sénégalais. Selon une mise à jour datant de début mars 2021, ce collectif aurait loué une maison devant servir de « maison communautaire et lieu sûr ».[55] Il n'a pas été possible de trouver d'autre source mentionnant ce collectif.

S'agissant des violations des droits de l'homme qui se sont produites après le 24 janvier 2018, toute personne peut déposer une plainte auprès de la Commission nationale des droits de l'homme (***National Human Rights Commission*** **; NHRC**).[56] La NHRC a les pouvoirs d'une haute cour (*high court*) et peut, entres autres, mener des investigations et recommander des mesures correctives au gouvernement.[57] En novembre 2019, alors que la possibilité de porter plainte auprès de la NHRC était relativement nouvelle, aucune plainte de personnes LGBTI n'avait encore été déposée.[58]

En juin 2020, la NHRC a exhorté le gouvernement à prendre des mesures, notamment sur le plan légal, afin de protéger les droits humains des personnes LGBT en Gambie. Selon la Commission, l'Etat devrait en outre protéger les personnes LGBT contre les préjudices, blessures ou abus physiques ou psychologiques infligés par d'autres membres de la société. La NHRC a également recommandé que le gouvernement intensifie ses efforts de lutte contre les discriminations et les violences envers les personnes LGBT tout en créant une culture de tolérance.[59]

S'agissant des violations des droits de l'homme qui ont eu lieu sous le régime Jammeh, les victimes peuvent s'adresser à Commission Vérité, Réconciliation et Réparations (***Truth, Reconciliation and Reparations Commission*** **; TRRC**) et au Centre pour les victimes ***Gambia Center for Victims of Human Rights Violations*** *(Victims Center) :*

- La TRRC est chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme au cours des 22 ans du régime Jammeh, d'en établir un historique impartial ainsi que d'envisager des réparations pour les victimes et de promouvoir la réconciliation.[60] Inaugurée en octobre 2018,[61] elle recueille les témoignages des victimes et des auteurs de violations de droits de l'homme. Elle doit élaborer un rapport final sur cette base et formuler des recommandations. Elle ne se charge pas d'éventuelles poursuites judiciaires.[62]

  Les auditions sont télévisées et les témoins identifiables. Des mesures peuvent être prises afin que certains témoins ne puissent être reconnus (voix brouillée, etc.) et des séances à huis clos sont également possibles. Il arrive que la TRRC conseille à certaines personnes de ne pas témoigner, mais prenne note de leurs déclarations qui pourront ensuite éventuellement être considérées comme preuves. Bien que la TRRC ait effectué des auditions sur le thème des violences basées sur le genre en octobre 2019, aucune victime LGBTI n'était encore venue témoigner en novembre 2019. La Commission explique que les violences sexuelles sont un thème stigmatisant pour les victimes.[63] Un professeur gambien résidant aux USA invité à témoigner devant la TRRC en tant qu'expert y a néanmoins appelé à l'inclusion de dispositions contre la discrimination des personnes homosexuelles dans la nouvelle Constitution.[64] Une

---

55 Voix Sortie facile Gamia, Copenhague. LGBTQIA community organizing in Gambia, février 2021 (update 02.03.2021). https://www.gofundme.com/f/lgbtqia-community-organizing-in-gambia (12.03.2021)
56 NHRC, Serrekunda. Entretien du 20.11.2019.
57 NHRC, Serrekunda. FAQs - What are the powers of the NHRC? aucune date. https://www.gm-nhrc.org/faqs (11.03.2021).
58 NHRC, Serrekunda. Entretien du 20.11.2019.
59 NHRC, Serrekunda. Annual report 2019, 12.06.2020, p.33. https://www.gm-nhrc.org/download-file/3c2ce82f-acc8-11ea-9dc8-022a5fa1767e (11.03.2021).
60 TRRC, Serrekunda. Our mandate, aucune date. http://www.trrc.gm/our-mandate/ (11.03.2021).
61 UNOWAS, Dakar. UNOWAS welcomes the launch of the Truth, Reconciliation and Reparations Commission of The Gambia (TRRC), 15.10.2018. https://unowas.unmissions.org/unowas-welcomes-launch-truth-reconciliation-and-reparations-commission-gambia-trrc (11.03.2021).
62 TRRC, Serrekunda. Entretien du 22.11.2019.
63 TRRC, Serrekunda. Entretien du 22.11.2019.
64 The Point, Serrekunda. TRRC witness calls for inclusion of gay, lesbian rights in new constitution, 22.02.2020. https://thepoint.gm/africa/gambia/article/trrc-witness-calls-for-inclusion-of-gay-lesbian-rights-in-new-constitution (11.03.2021).

deuxième session sur la violence basée sur le genre semble être prévue. La TRRC devrait conclure ses auditions en mai 2021.[65]

- Le Centre pour les victimes représente les intérêts des victimes de violations des droits de l'homme sous le régime Jammeh, notamment dans le processus de justice transitionnelle. Entre autres, ce centre recueille des témoignages de victimes et leur offre un soutien psychosocial. Il effectue aussi un travail de promotion des droits de l'homme.[66] Inauguré en avril 2017, le Centre pour les victimes n'avait encore reçu aucun témoignage ou demande de soutien de personnes LGBTI en novembre 2019. Ce centre a pourtant recueilli des témoignages d'hommes abusés sexuellement dans des prisons, qui, selon l'organisation, font l'objet d'une forte stigmatisation. Il suppose que les victimes LGBTI ne s'adressent pas à lui parce qu'elles pensent que le soutien aux LGBTI ne fait partie du mandat de l'organisation.[67]

5. Contexte socio-politique

La Gambie compte actuellement plus de 2 millions d'habitants,[68] dont un peu plus de la moitié vit dans une zone dite « urbaine » et un peu moins de la moitié est considérée comme pauvre.[69] Si la population gambienne est hétérogène sur le plan ethnique, sans toutefois qu'une ethnie ne puisse être considérée comme dominante,[70] elle est homogène sur le plan religieux : près de 96 % de la population est musulmane, les 4 % restant sont chrétiens.[71]

La population gambienne est très jeune : environ 44 % est âgée de moins de 15 ans. Selon l'UNESCO, environ 80 % des enfants sont scolarisés et la moitié des plus de 14 ans savent lire et écrire.[72] Selon des estimations de l'Organisation internationale pour le travail (OIT), le taux de chômage en Gambie était d'environ 9 % au cours des dernières années (2017 à 2019), pour monter à 9,6 % en 2020. Ce taux est élevé par rapport aux pays voisins, notamment le Sénégal (7,1 % en 2020), la Guinée (4,3 % en 2020) et la Guinée-Bissau (3,2 % en 2020).[73]

5.1. La société en général

L'attitude d'acceptation ou de rejet envers les personnes LGBTI est le fruit de l'interaction de nombreux facteurs cognitifs et contextuels.[74] De manière très générale, des études occidentales ont établi que les pays plus riches, plus démocratiques et moins religieux sont plus ouverts envers les minorités sexuelles. Les pays musulmans et les pays pauvres sont

---

65 TRRC, Serrekunda. Media advisory: TRRC to Submit Final Report in Early July 2021, 25.11.2020. http://www.trrc.gm/updates/ (11.03.2021).

66 Gambia Center for Victims of Human Rights Violations, Serrekunda. About us, aucune date. https://victimscentergm.org/about-us (11.03.2021).

67 Gambia Center for Victims of Human Rights Violations, Serrekunda. Entretien du 20.11.2019.

68 UN Department of Economic and social affairs, New York. Population and Vital Statistics Report, Data available as of January 2021, p.5, https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/products/vitstats/Sets/Series_A_2021.pdf (16.03.2021) / CIA, Washington DC. The World Factbook: The Gambia, last updated 05.02.2021. https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/gambia-the/#people-and-society (11.03.2021).

69 The Gambia Bureau of Statistics, Serrekunda. The Gambia 2019 statistical abstract, non daté, p.21. https://www.gbosdata.org/downloads-file/the-2019-gambia-statistical-yearbook-abstract (11.03.2021).

70 David Perfect, Lanham. Historical Dictionary of the Gambia, Fifth Edition, 2016, p.139 / Jean-Louis Arcand, Dany Jaimovich, Genève/Talca. Does ethnic diversity decrease economic interactions? Evidence from exchange networks in rural Gambia, December 2014. https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/ecot.12211 (19.03.2021) / CIA, Washington DC. The World Factbook: The Gambia, last updated 05.02.2021. https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/gambia-the/#people-and-society (11.03.2021).

71 CIA, Washington DC. The World Factbook: The Gambia, last updated 05.02.2021. https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/gambia-the/#people-and-society (11.03.2021).

72 UNESCO Institute of Statistics, Montreal. Gambia: Education and Literacy, aucune date. http://uis.unesco.org/en/country/gm (11.03.2021).

73 The World Bank, Washington DC. Unemployment, total (% of total labor force) (modeled ILO estimate) - Gambia, The, January 2021. https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=GM (19.03.2021).

74 Sarah K. Dreier et al., Seattle. African, Religious, and Tolerant? How Religious Diversity Shapes Attitudes Toward Sexual Minorities in Africa, 19.09.2019. https://doi.org/10.1017/S1755048319000348 (11.03.2021) / Dani E. Rosenkranz, Lexington (Kentucky). Factors impacting parental acceptance of an LGBT child, 2018, p.41ss. https://uknowledge.uky.edu/edp_etds/69/ (11.03.2021).

plus enclins à voir l'homosexualité comme une question morale.[75] Sur le plan microsocial (familial), on sait qu'une forte religiosité de la famille et l'absence de pluralité confessionnelle dans le voisinage, ont un effet plutôt négatif sur l'acceptation des personnes LGBTI, tandis que les personnes ayant un niveau de formation plus élevé se montrent généralement plus tolérantes. [76]

Vu l'absence d'études sur le sujet, il n'a pas été possible de déterminer si des facteurs spécifiques au contexte gambien ou aux familles dont sont issus les LGB peuvent jouer un rôle essentiel au niveau de l'attitude envers une personne LGB.

Selon un sondage sur la tolérance envers les personnes homosexuelles dans 34 pays d'Afrique, seuls 3 % de la population gambienne accepterait une personne LGBT comme voisin. C'est le taux d'acceptation le plus bas du classement, la moyenne des 34 pays se situant à 20 %.[77] Par ailleurs la tolérance envers les minorités sexuelles semble y avoir fléchi au cours des dernières décennies.[78]

En novembre 2019, le Comité des Droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré « préoccupé par l'esprit patriarcal profondément enraciné et les stéréotypes concernant les rôles respectifs des femmes et des hommes ». Il a également recommandé à la Gambie de prendre des mesures pour modifier la manière dont la société perçoit les LGBTI.[79]

Selon une universitaire gambienne qui effectue des recherches dans le domaine de l'anthropologie socio-culturelle, en Gambie, les traditions, l'Islam et la modernité façonnent les relations de genre. De nombreux hommes et femmes gambiens acceptent les rôles spécifiques qui leur sont attribués en fonction de leur genre sans les remettre en question.[80] Un autre universitaire gambien précise que la société gambienne se caractérise par des normes sociales bien ancrées et elle tend à stigmatiser les personnes dont le comportement est jugé déviant par rapport à ces normes.[81] Toutefois, les normes et pratiques socio-sexuelles sont en train de changer, avant tout en raison de dynamiques liées à la globalisation.[82]

Un juriste activiste des droits LGBTI estime que la société gambienne connait peu les notions d'identité genre et d'orientation sexuelle ; une vision binaire des genres prévaut. Les rôles des hommes et des femmes sont clairement définis.[83] Dans ce contexte, les médias jouent un rôle important en soulignant et renforçant des principes hétéronormatifs et les stéréotypes envers

---

75 Amy Adamczyk et al., New York. Newspaper Presentations of Homosexuality across Nations: Examining Differences by Religion, Economic Development, and Democracy, August 2017. In: Sociological Perspectives 61: 399-425. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0731121417724563 (15.03.2021).

76 Sarah K. Dreier et al., Seattle. African, Religious, and Tolerant? How Religious Diversity Shapes Attitudes Toward Sexual Minorities in Africa, 19.09.2019. https://doi.org/10.1017/S1755048319000348 (11.03.2021) / Dani E. Rosenkranz, Lexington (Kentucky). Factors impacting parental acceptance of an LGBT child, 2018, p.41ss. https://uknowledge.uky.edu/edp_etds/69/ (11.03.2021) / Pew Research Center, Washington DC. The global divide on homosexuality persists, 25.06.2020. https://www.pewresearch.org/global/2020/06/25/global-divide-on-homosexuality-persists/ (19.03.2021).

77 Afrobarometer, Accra. « Tous dans le même bateau »: Les Africains tolèrent les autres ethnies, religions, et nationalités, pas l'orientation sexuelle différente, 19.05.2020, p.12. https://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAches/ab_r7_dispatchno362_tolerance_en_afrique_fr.pdf (11.03.2021).

78 Williams Institute, Los Angeles. Social acceptance of LGBT people in 174 countries, 1981 to 2017, 2019, p.34. https://williamsinstitute.law.ucla.edu/wp-content/uploads/Global-Acceptance-Index-LGBT-Oct-2019.pdf (19.03.2021).

79 Conseil des droits de l'homme, Genève. Compilation concernant la Gambie, 23.08.2019, p.4. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/un_info_gambia_fr.pdf (11.03.2021).

80 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 73. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

81 Ismaila Ceesay, Edinburgh. Aligners, Lovers and Deceptors: Aspirations and strategies of young urban hustlers in the Gambia, 2016, p.76. https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/22956/Ceesay2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

82 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 73. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

83 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020 / WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2020, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf (11.03.2021).

les personnes LGBT.[84] Le contrôle social des comportements se reflète également dans la loi.[85]

Toujours selon ce juriste mentionné plus haut, dans la société gambienne, les hommes sont valorisés, contrairement aux femmes. Cela explique que l'attention, notamment de la presse et des leaders religieux, se focalise sur les homosexuels hommes.[86] On remarque d'ailleurs, que bien que la loi interdise les relations entre personnes de même sexe tant pour les hommes que pour les femmes, l'article de loi en question porte le titre « *Indecent practices between males* » (cf. art 147 code pénal et art. 122 projet de nouveau code pénal en annexes).

La NHRC estime qu'une « animosité publique envers les LGBT est encore perceptible »,[87] ce que confirme l'avis des autorités, selon lesquelles l'homosexualité n'est pas largement acceptée dans le pays.[88] Interrogée sur une éventuelle audience publique de victimes LGBTI, la représentante du TRRC estime qu'une telle audience pourrait être problématique pour cette Commission. En effet, selon elle, l'opinion publique gambienne a du mal à faire la différence entre condamner les violations des droits de l'homme envers des personnes LGBTI et soutenir les LGBTI.[89]

Un article de presse en ligne explique l'absence de témoignages à la TRRC ainsi : Jammeh ne peut pas être désigné comme unique coupable. S'il a effectivement mis en place un climat de peur forçant les personnes LGBT à se cacher pour se protéger, il n'aurait pas pu y réussir sans le concours de la population.[90] Bien qu'il existe sûrement des personnes LGBTI victimes de violations des droits de l'homme sous le régime Jammeh, il est peu probable qu'elles osent témoigner, estimait Madi Jobarteh, un défenseur des droits de l'homme gambien, en 2019. Il ajoutait que si on venait à savoir qu'un activiste ou une personne LGBT envisageait d'aborder un tel sujet devant la TRRC, il serait inquiet pour sa sécurité.[91] Selon un avocat gambien, presque aucune organisation de la société civile, ni aucun défenseur des droits de l'homme n'ose aborder le sujet LGBT ouvertement.[92]

En octobre 2019, un médecin invité à témoigner devant la TRRC en tant qu'expert à propos des violences liées au genre a déclaré qu'en raison de la forte stigmatisation des personnes LGBTI en Gambie, « pratiquement, il n'y a pas de place pour eux », ni pour qu'ils puissent ouvertement révéler leur identité genre.[93]

La presse gambienne relaie régulièrement des prises de positions expliquant que la Gambie, étant un pays religieux et croyant, sa population ne peut accepter les relations ou unions homosexuelles puisqu'elles vont à l'encontre des valeurs culturelles et religieuses locales.[94] L'homosexualité y est considérée comme un péché.[95] Un juriste gambien précise qu'en Gambie, non seulement la population croyante musulmane, mais également les Chrétiens s'opposent aux relations homosexuelles.[96] Lors de l'évaluation des droits civils et politiques

---

84 WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2020, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf (11.03.2021).

85 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

86 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

87 NHRC, Serrekunda. Annual report 2019, 12.06.2020, p.32. https://www.gm-nhrc.org/download-file/3c2ce82f-acc8-11ea-9dc8-022a5fa1767e (11.03.2021).

88 Human Rights Council, Genève. National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21 – Gambia, 22.08.2019, p.11. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/national_report_gambia_en.pdf (11.03.2021).

89 TRRC, Serrekunda. Entretien du 22.11.2019.

90 Mail & Guardian, Johannesburg. No truth for Gambia's queer people, 15.03.2019 https://mg.co.za/article/2019-03-15-00-no-truth-for-gambias-queer-people/ (11.03.2021).

91 Mail & Guardian, Johannesburg. No truth for Gambia's queer people, 15.03.2019. https://mg.co.za/article/2019-03-15-00-no-truth-for-gambias-queer-people/ (11.03.2021).

92 Salieu Taal, avocat et président de la « Bar Association Gambia », Banjul. Entretien du 17.11.2019.

93 Témoignage du Dr. Babanding Daffeh, octobre 2019, In : ANEKED & The Point Newspaper, Banjul. Truth, Reconciliation & Reparations Commission (TRRC) Digest, Edition 9, aucune date (2020), p.44. https://de809e0c-da43-478d-9c8e-8d91ac5c3048.filesusr.com/ugd/54059b_ffa6ece98cd949e1be89e93616d59ccf.pdf?index=true (11.03.2021).

94 The Chronicle, Banjul. Nay Sayers Dominate LGBT Debate in Gambia As EU Calls for Tolerance, 23.05.2020. https://www.chronicle.gm/no-sayers-dominate-lgbt-debate-in-gambia-as-eu-calls-for-tolerance/ (11.03.2021).

95 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

96 Salieu Taal, avocat et président de la « Bar Association Gambia », Banjul, Entretien du 17.11.2019.

par le Comité des Droits de l'Homme en 2018, la délégation gambienne a d'ailleurs expliqué qu'en raison d'aspects culturels et religieux, la décriminalisation de l'homosexualité est une question délicate en Gambie qui devait être gérée prudemment pour éviter de nuire aux membres de la communauté LGBTI.[97]

Selon plusieurs sources, la population gambienne associe souvent l'homosexualité avec la pédophilie,[98] voire avec des comportements prédateurs.[99] Lors de notre visite de l'administration pénitentiaire gambienne à Banjul, interrogé sur d'éventuelles agressions de prisonniers homosexuels ou soupçonnés de l'être par leurs codétenus, notre interlocuteur nous a répondu en parlant d'un détenu pédophile européen.[100]

Beaucoup de Gambiens estiment que l'homosexualité n'existe pas dans leur pays, alors que d'autres pensent qu'elle est importée.[101] En effet, comme le montre également l'exemple ci-dessus, l'homosexualité est souvent perçue comme une pratique non-africaine, voire non-gambienne,[102] importée d'Occident ou d'Europe.[103] Il existe un mythe selon lequel les homosexuels en Gambie sont tous des migrants.[104] De plus, la promotion des droits des personnes LGBTI est vue comme une priorité de l'Occident, qu'il tente d'imposer en Afrique.[105] En mai 2020, une polémique a d'ailleurs éclaté après que le représentant de l'Union européenne en Gambie a posté un message sur Facebook pour la commémoration de la journée internationale contre l'homophobie. L'Union européenne a été accusée de vouloir imposer la légalisation des pratiques homosexuelles (voire le mariage entre personnes de même sexe) à la Gambie.[106]

L'homosexualité est également associée au tourisme sexuel.[107] Les hommes gays étrangers étant réputés riches, certains jeunes « gigolos » gambiens cherchent activement à en rencontrer en ligne pour profiter de leur générosité. A cet effet, certains font croire qu'ils sont rejetés par la société et leur famille en raison de leur relation homosexuelle. Ils espèrent ainsi que l'étranger se sentira coupable et leur enverra de l'argent.[108] Le fait de gagner de l'argent en réseautant avec des HSH est toutefois mal vu, même entre jeunes hommes qui vivent de

---

97 United Nations Human Rights Committee, Geneva. Human Rights Committee examines the State of civil and political rights in the Gambia in absence of report, 06.07.2018. https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23343&LangID=E (11.03.2021).

98 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019/ Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

99 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

100 Gambian Prison Service, Banjul. Entretien du 19.11.2019.

101 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 116. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

102 The Chronicle, Banjul. Gov't Says It Has No Plans to Review LGBT Laws, 24.06.2020. https://www.chronicle.gm/govt-says-it-has-no-plans-to-review-lgbt-laws/ (11.03.2021) / Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

103 Freedom Newspaper, Raleigh (USA). Political Parties Reject Eu's Call For Gay Rights, 22.05.2020. https://www.freedomnewspaper.com/2020/05/22/political-parties-reject-eus-call-for-gay-rights/ (11.03.2021) / The Standard, Bakau. "We will not allow imposition of gay rights", 16.06.2020. https://standard.gm/we-will-not-allow-imposition-of-gay-rights/ (11.03.2021) / Aloy Ojilere, The Diplomacy Of Homocapitalism Against Africa: Same-sex marriage and the West's promotion of homosexuality, p.154. In: World Affairs: The Journal of International Issues, Vol. 22, No. 1, Spring 2018. https://www.jstor.org/stable/48520054 (11.03.2021).

104 Organisation Internationale, Banjul. Entretien du 19.11.2019

105 Salieu Taal, avocat et président de la « Bar Association Gambia », Banjul. Entretien du 17.11.2019.

106 The Chronicle, Banjul. Nay Sayers Dominate LGBT Debate in Gambia As EU Calls for Tolerance, 23.05.2020. https://www.chronicle.gm/no-sayers-dominate-lgbt-debate-in-gambia-as-eu-calls-for-tolerance/ (11.03.2021) / Eye Gambia, lieu inconnu (USA ?). Aid with Conditions: EU Vows To 'Impose' LGBTQ in The Gambia on Human Rights Basis, 20.05.2020. https://eyegambia.org/aid-with-conditions-eu-vows-to-impose-lgbtq-in-the-gambia-on-human-rights-basis/ (11.03.2021).

107 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021) / Ismaila Ceesay, Edinburgh. Aligners, Lovers and Deceptors: Aspirations and strategies of young urban hustlers in the Gambia, 2016, p.183. https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/22956/Ceesay2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

108 Ismaila Ceesay, Edinburgh. Aligners, Lovers and Deceptors: Aspirations and strategies of young urban hustlers in the Gambia, 2016, p.183. https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/22956/Ceesay2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

leurs conquêtes amoureuses. Ceux qui se créent des profils sur des sites gays restent discrets à ce sujet.[109]

Lors de notre voyage en Gambie, nous avons en outre observé que plusieurs interlocuteurs locaux associaient ou assimilaient l'homosexualité au mariage entre personnes de même sexe.[110] Cette conception se retrouve également dans la presse gambienne.[111]

Selon une organisation internationale active en Gambie, bien souvent, les familles n'acceptent pas que l'un des leurs soit LGB. Ces derniers craignent d'être reniés.[112] Une organisation gambienne cite l'exemple d'un jeune homme qui a été poignardé après que sa famille a découvert son homosexualité.[113]

Selon un rapport sur l'acceptation sociale des personnes LGBT dans le monde, la Gambie occupe le 117e rang (sur 174) sur le plan de l'acceptation globale des personnes LBGT pour la période 2014 à 2017.[114] Madi Jobarteh, un défenseur des droits de l'homme gambien, est d'avis que la situation des personnes LGBT devrait rester la même pendant longtemps, car les Gambiens ne sont pas prêts à accepter qu'elle change.[115]

Certaines formes de proximité entre hommes sont toutefois acceptées comme marque d'affection, par exemples des amis qui se tiennent la main ou dorment dans le même lit.[116]

Autrefois, le phénomène des *góor-jigéen* (« homme-femme » en wolof), soit des hommes efféminés, voire même habillés en femme,[117] était bien accepté en Gambie approximativement jusque dans les années 1990. Petit à petit la société gambienne a commencé à associer le *góor-jigéen* à l'acte sexuel (homosexuel) et à le rejeter.[118] Ce terme est désormais méprisant et désigne les hommes gays ou efféminés.[119]

5.2. Prises de position de leaders

En février 2017, quelques jours avant son investiture formelle, le président Adama Barrow a déclaré que « la question de l'homosexualité ne se pose pas en Gambie ».[120] Cette affirmation a été interprétée de façons contradictoires : si certains y ont vu une manière de se distancer de la rhétorique haineuse et homophobe de son prédécesseur,[121] d'autres y ont plutôt discerné une stratégie pour éviter de devoir prendre position sur cette thématique sensible.[122] Depuis,

---

109 Ismaila Ceesay, Edinburgh. Aligners, Lovers and Deceptors: Aspirations and strategies of young urban hustlers in the Gambia, 2016, p.177. https://era.ed.ac.uk/bitstream/handle/1842/22956/Ceesay2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

110 SEM, mission en Gambie, 17.11.2019 – 22.11.2019.

111 The Standard, Bakau. AG Says Gambia will not Decriminalise Homosexuality, 8.11.2019. https://standard.gm/ag-says-gambia-will-not-decriminalise-homosexuality/ (11.03.2021) / Eye Gambia, Daranka. Aid with Conditions: EU Vows To 'Impose' LGBTQ in The Gambia on Human Rights Basis, 20.05.2020. https://eyegambia.org/aid-with-conditions-eu-vows-to-impose-lgbtq-in-the-gambia-on-human-rights-basis/ (11.03.2021).

112 Organisation Internationale, Banjul. Entretien du 19.11.2019

113 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

114 Williams Institute, Los Angeles. Social Acceptance of LGBT People in 174 countries 1981 to 2017, octobre 2019, p.30. https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/global-acceptance-index-lgbt/ (27.10.2020).

115 Mail & Guardian, Johannesburg. No truth for Gambia's queer people, 15.03.2019. https://mg.co.za/article/2019-03-15-00-no-truth-for-gambias-queer-people/ (11.03.2021).

116 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 274. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

117 Voir par exemple la publication suivante sur les Góor-jigéen au Sénégal : Christophe Broqua. Genève. Góor-jigéen : la resignification négative d'une catégorie entre genre et sexualité (Sénégal), 2017. https://doi.org/10.4000/socio.3063 (11.03.2021) / Marta Rodriguez Martinez et al., The story of when Dakar was the "gay capital" of West Africa (Podcast), 28.01.2021. https://www.euronews.com/2021/01/07/podcast-the-story-of-when-dakar-was-the-gay-capital-of-west-africa (19.03.2021).

118 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

119 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 5 + p.274. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

120 The Point, Serrekunda. Homosexuality not an issue in Gambia, says President Barrow, 14.02.2017. https://thepoint.gm/africa/gambia/article/homosexuality-not-an-issue-in-gambia-says-president-barrow (11.03.2021).

121 Erasing 76 Crimes, California. Gambian leader shuns his predecessor's anti-gay stance, 17.02.2017. https://76crimes.com/2017/02/17/gambian-leader-shuns-his-predecessors-anti-gay-stance/ (11.03.2021).

122 African Business Magazine, London. Gambia: New under Adama Barrow? 18.02.2017. https://african.business/2017/02/economy/gambia-new-adama-barrow/ (11.03.2021).

le gouvernement a souligné à plusieurs reprises qu'il ne comptait pas décriminaliser les relations homosexuelles et a même récemment ajouté qu'il n'envisageait pas même de réviser les lois sur l'homosexualité.[123]

De manière générale, un consensus contre la décriminalisation des relations homosexuelles semble régner au sein de la classe politique.[124] D'ailleurs, selon le juriste et activiste mentionné plus haut, les politiciens gambiens se montrent particulièrement homophobes en période électorale.[125] Cette attitude se retrouve dans d'autres pays du continent, où, en raison de la forte religiosité des populations, les politiciens qui prônent l'intolérance envers les personnes LGB gagnent de l'attention.[126]

Quelques leaders politiques se sont exprimés en faveur de la légalisation des relations entre personnes de même sexe, notamment le leader du *United Democratic Party* (UDP), Ousainou Darboe, en avril 2017, quand il était Ministre des affaires étrangères.[127] Cependant, en juin 2020, le même Darboe a déclaré que son parti s'opposait catégoriquement à la dépénalisation de l'homosexualité et qu'il se battrait contre une telle révision des lois, ajoutant que lui-même n'avait jamais soutenu un tel projet.[128]

S'agissant des leaders religieux, le *Gambia Supreme Islamic Council* (GSIC) a publié une prise de position sur le projet de nouvelle Constitution, dans laquelle il demande que l'article sur le droit au mariage soit précisé afin qu'il ne puisse pas être interprété de manière à inclure les mariages entre personnes du même sexe.[129] Il demande également que le mot « séculaire » soit supprimé, notamment parce que « le sécularisme promeut l'homosexualité », et menace de demander aux musulmans du pays de boycotter le projet de constitution.[130] En juin 2020, un imam a déclaré que selon certains hadiths, les gays doivent être tués et que les personnes les ayant soutenus ont commis d'énormes péchés.[131]

En Gambie, le taux d'alphabétisation est relativement bas (env. 51 % en 2015)[132] et la lecture est surtout enseignée dans les madrasas (écoles coraniques), plutôt que dans les écoles publiques. Dès lors, la population se fie à l'avis des érudits religieux et des leaders communautaires. Les leaders religieux bénéficient d'une grande crédibilité et la population semble prête à suivre leurs recommandations de vote.[133]

---

123 Eye Gambia, lieu inconnu. The Gambia Will Not Legalize Homosexuality, Justices Minister, 09.11.2019. https://eyegambia.org/the-gambia-will-not-legalize-homosexuality-justices-minister/ (11.03.2021) / The Point, Serrekunda. Guided by values, gov't won't decriminalise homosexuality, 24.06.2020. https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/guided-by-values-govt-wont-decriminalise-homosexuality (11.03.2021) / The Chronicle, Banjul. Gov't Says It Has No Plans to Review LGBT Laws, 24.06.2020. https://www.chronicle.gm/govt-says-it-has-no-plans-to-review-lgbt-laws/ (11.03.2021).

124 The Voice, Serrekunda. 'Gay marriage will not be accepted in The Gambia'-Kandeh, 19.06.2020. https://www.voicegambia.com/2020/06/19/gay-marriage-will-not-be-accepted-in-the-gambia-kandeh/ (11.03.2021) / The Standard, Bakau. UDP is against decriminalisation of homosexuality – Darboe, 22.06.2020. https://standard.gm/udp-is-against-decriminalisation-of-homosexuality-darboe/ (11.03.2021) / Pan African Visions, USA (?). Mai Fatty frowns:"We are oppose to gay marriage" in Gambia, 08.01.2020. https://panafricanvisions.com/2020/01/mai-fatty-frowns-we-are-oppose-to-gay-marriage-in-gambia/ (11.03.2021) / The Standard, Bakau. Political Parties Reject Eu's Call For Gay Rights, 22.05.2020. https://standard.gm/political-parties-reject-eus-call-for-gay-rights/ (11.03.2021).

125 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

126 Kapya Kaoma, Boston. Christianity, Globalization, and Protective Homophobia, 2018, Chapter 1 Is Homosexuality an African or Un-African Human Rights Issue? https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-66341-8_1 (19.03.2021)

127 The Torch, Banjul. Exclusive: Darboe supports repealing homophobic law, death penalty, 11.04.2017 https://torchongambia.wordpress.com/2017/04/11/exclusive-darboe-supports-repealing-homophobic-law-death-penalty/ (11.03.2021).

128 The Standard, Bakau. UDP is against decriminalisation of homosexuality – Darboe, 22.06.2020. https://standard.gm/udp-is-against-decriminalisation-of-homosexuality-darboe/ (11.03.2021) /

129 Gainako, USA. Gambia Supreme Islamic Council (GSIC) Response to the Draft Constitution, 19.12.2019. https://gainako.com/gambia-supreme-islamic-council-gsic-response-to-the-draft-constitution/ (11.03.2021).

130 The Fatu Network, Serrekunda. SIC threatens nationwide boycott of new constitution over 'secular' word, 13.12.2019. https://fatunetwork.net/sic-threatens-nationwide-boycott-of-new-constitution-over-secular-word/ (11.03.2021).

131 The Point, Serrekunda. Imam Jah, Sillah bash gay right proponents, 15.06.2020. https://thepoint.gm/africa/gambia/headlines/imam-jah-sillah-bash-gay-right-proponents (11.03.2021).

132 UNESCO Institute of Statistics, Montréal. Gambia: Education and Literacy, no date. http://uis.unesco.org/en/country/gm (11.03.2021).

133 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

Les érudits religieux influencent également fortement les leaders communautaires ainsi que l'élite politique. Dès lors, les leaders communautaires s'expriment résolument contre les personnes LGBT.[134]

5.3. Rôle des médias

Si les médias influencent l'attitude de la société, ils sont également influencés par les valeurs d'une société dont ils sont un reflet.[135]

De manière générale, en parcourant la presse gambienne en ligne, on trouve peu d'articles traitant de l'homosexualité ou de personnes LGB. Cette thématique ne semble donc pas faire régulièrement l'objet d'un débat public.

Selon une ONG gambienne, au lieu de jouer un rôle constructif et de fournir des principes éducatifs en matière de droits de l'homme à leur public, les médias gambiens soulignent les principes patriarcaux et hétéronormatifs sur le genre et la sexualité et renforcent les stéréotypes sur les personnes LGBTI.[136] Des leaders religieux, qui s'expriment généralement contre l'homosexualité, sont par ailleurs souvent cités dans les médias gambiens et africains.[137]

Dans au moins un cas, un média a incité à la violence à l'encontre de personnes LGBT. En janvier 2019, un présentateur radio a révélé sur les ondes les adresses d'appartements où résidaient des personnes LGBTI et a appelé les auditeurs à les attaquer.[138] L'appel a été suivi,[139] mais nous ne disposons pas d'informations sur l'ampleur de l'attaque et des dégâts qu'elle a causés.

En mai 2020, une polémique a éclaté dans la presse gambienne après que le délégué de l'Union européenne en Gambie avait publié un post Facebook commémorant la journée internationale contre l'homophobie. Dans les réseaux sociaux et la presse gambienne, l'Union européenne a été accusée de promouvoir l'homosexualité en Gambie et soupçonnée de vouloir échanger des fonds contre la légalisation du mariage homosexuel en Gambie.[140] Au bout de plusieurs semaines, le délégué de l'UE a expliqué que l'UE ne faisait aucun lobby en ce sens et respectait les décisions prises par la Gambie,[141] tandis que le gouvernement gambien a souligné qu'il n'envisageait pas de décriminaliser l'homosexualité, ni même de réviser les lois sur le sujet. Le porte-parole du gouvernement a ajouté que les rumeurs selon lesquelles il envisageait d'assouplir les lois sur l'homosexualité en échange de fonds n'étaient que de la propagande politique.[142]

---

134 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

135 Amy Adamczyk et al., New York. Newspaper Presentations of Homosexuality across Nations: Examining Differences by Religion, Economic Development, and Democracy, August 2017. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0731121417724563 (11.03.2021).

136 WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2020, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf (11.03.2021).

137 Deutsche Welle, Bonn. Why is homosexuality still taboo in many African countries? 04.12.2019. https://www.dw.com/en/why-is-homosexuality-still-taboo-in-many-african-countries/a-51528737 (11.03.2021).

138 WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2020, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf, (11.03.2021) / Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

139 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

140 The Fatu Network, Serrekunda. Break the "Yaabaateh": That EU Campaign is Immoral, 27.05.2020. https://fatunetwork.net/break-the-yaabaateh-that-eu-campaign-is-immoral/ (11.03.2021) / Pan African Visions, USA. Gambia Gay rights saga: Sabally calls on foreign minister do resign, 30.05.2020. https://panafricanvisions.com/2020/05/gambia-gay-rights-saga-sabally-calls-on-foreign-minister-to-resign/ (11.03.2021) / Eye Gambia, Daranka. Aid with Conditions: EU Vows To 'Impose' LGBTQ in The Gambia on Human Rights Basis, 20.05.2020. https://eyegambia.org/aid-with-conditions-eu-vows-to-impose-lgbtq-in-the-gambia-on-human-rights-basis/ (11.03.2021) / Le Monde/AFP, Paris. Banjul dément vouloir décriminaliser l'homosexualité après une vive polémique en Gambie, 24.06.2020. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/24/banjul-dement-vouloir-decriminaliser-l-homosexualite-apres-une-vive-polemique-en-gambie_6044011_3212.html (11.03.2021).

141 Gambiana, U.K. EU ambassador denies promoting gay agenda in The Gambia, 18.06.2020. https://gambiana.com/eu-ambassador-denies-promoting-gay-agenda-in-the-gambia/ (11.03.2021).

142 Africa News, Lyon. Gambia denies plans to relax homosexuality laws, 24.06.2020 https://www.africanews.com/2020/06/24/gambia-denies-plans-to-relax-homosexuality-laws (11.03.2021).

C'est au cours de cette même polémique que le NHRC a publié son rapport annuel 2020 dans lequel il exhorte l'Etat gambien à prendre des mesures afin de protéger les droits humains des personnes LGBT en Gambie.[143] Suite à cela, plusieurs journaux ont publié des appels à la dissolution de la NHRC et à la démission de l'imam Baba Leigh de la NHRC, voire même à sa révocation en tant qu'imam.[144] Ce dernier a répondu qu'il ne démissionnerait pas.[145]

6. Quotidien des personnes LGB

Comme mentionné plus haut, une multitude de facteurs influencent l'acceptation des personnes LGB par la société et leur famille. [146] Or l'acceptation au sein de la famille a un fort impact sur la santé psychique et physique des personnes LGBTI,[147] le cercle familial pouvant jouer un certain rôle protecteur.[148]

Outre les facteurs relativement généraux discutés sous le chapitre 5.1 plus haut, il n'a pas été possible d'obtenir d'informations sur des facteurs individuels ou spécifiques au contexte gambien et qui pourraient influencer – de manière positive ou négative – la situation des personnes LGB.

6.1. Termes utilisés en Gambie

Une étude universitaire révèle les termes que les HSH utilisent pour se décrire : *yoos (« gentlemen »)*, *ibbi (« boys »)* et *coba*. Selon cette étude, les *yoos* sont souvent d'apparence virile et plus âgés, alors que les *ibbis* sont jeunes, plus efféminés et parfois vêtus de manière assez voyante. *Coba* est un terme plus récent qui était utilisé comme code entre HSH pour se reconnaître. Mais la signification de ce mot a été dévoilée par un chanteur et a ainsi perdu sa valeur de code.[149] Dans le contexte urbain, les termes suivants sont également utilisés : *gay*, *homo* et *battyman* ou *batimen*.[150]

Goor-jigeen est de nos jours un terme méprisant qui désigne un homme efféminé et peut être utilisé pour désigner des hommes gays.[151]

Il n'a pas été possible de trouver de terminologie spécifique concernant les FSF.

---

143 NHRC, Serrekunda. Annual report 2019, 12.06.2020, p.33. https://www.gm-nhrc.org/download-file/3c2ce82f-acc8-11ea-9dc8-022a5fa1767e (11.03.2021).

144 Pan African Visions, USA. Gambia: Top politician calls for dissolution of Human Rights Commission over Gay Rights, 15.06.2020. https://panafricanvisions.com/2020/06/gambiatop-politician-calls-for-dissolution-of-human-rights-commission-over-gay-rights/ (11.03.2021) / Gambiana, U.K. Opinon: Baba Leigh must not touch on national public policy and his imamship should be revoked. Here's why, 21.06.2020. https://gambiana.com/opinion-baba-leigh-must-not-touch-on-national-public-policy-and-his-imamship-should-be-revoked-heres-why/ (11.03.2021) / Kairaba News Network, lieu inconnu (Gambie?). Gambians call on Imam Baba Leigh to resign from NHRC. http://kairabanewsnetwork.com/gambians-call-on-imam-baba-leigh-to-resign-from-nhrc/ (11.03.2021).

145 The Standard, Bakau. NHRC's Imam Leigh says he will not resign, 12.06.2020. https://standard.gm/nhrcs-imam-leigh-says-he-will-not-resign/ (19.03.2021) / Freedom Newspaper, Raleigh (USA). Gambia: If I resign from my Human rights Commission job, then know that I am insane – Imam Baba Leigh as he rejects call for his resignation, 18.06.2020. https://www.freedomnewspaper.com/2020/06/18/gambia-if-i-resign-from-my-human-rights-commission-job-then-know-that-i-am-insane-imam-baba-leigh-as-he-rejects-calls-for-his-resignation/ (19.03.2021).

146 Sarah K. Dreier et al., Seattle. African, Religious, and Tolerant? How Religious Diversity Shapes Attitudes Toward Sexual Minorities in Africa, 19.09.2019. https://doi.org/10.1017/S1755048319000348 (11.03.2021) / Dani E. Rosenkranz, Lexington (Kentucky). Factors impacting parental acceptance of an LGBT child, 2018, p.41ss. https://uknowledge.uky.edu/edp_etds/69/ (11.03.2021).

147 Caitlin Ryan et al., San Francisco. Family Acceptance in Adolescence and the Health of LGBT Young Adults, 15.11.2010. https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/j.1744-6171.2010.00246.x (19.03.2021) /

148 Cornell University, Ithaca. What does the scholarly research say about the link between family acceptance and LGBT youth well-being? aucune date. https://whatweknow.inequality.cornell.edu/topics/lgbt-equality/what-does-the-scholarly-research-say-about-the-acceptancerejection-of-lgbt-youth-2/ (19.03.2021).

149 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 274s. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

150 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p.274 + 178. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

151 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 5 + p.274. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

6.2. Visibilité

De manière générale, en Gambie, les personnes LGB ne cherchent pas à être visibles. Selon une organisation active dans le domaine des droits de l'homme, dont ceux des personnes LGB en Gambie, de nombreux membres de cette communauté estiment que plus on leur porte d'attention, plus ils sont en danger. En effet, selon une étude sur les crimes haineux envers les personnes LGBTI dans le Commonwealth, une homophobie généralisée combinée à la criminalisation des relations entre personnes de même sexe provoque chez les personnes LGBTI une peur constante de potentiels abus, arrestations arbitraires ou détentions.[152]

Ainsi, il n'existe pas de lieu de rencontre dédié à Banjul ou environs, car il serait trop dangereux de se rassembler.[153] Dès lors, il n'existe pas non plus d'organisation de personnes LGBTI défendant leurs propres droits, comme c'est le cas dans d'autres pays de la région.[154] Un rapport de la *Pennsylvania Law School* souligne le risque de répercussions sociales pour les organisations se montrant ouvertement pro-LGBTI.[155]

L'organisation mentionnée plus haut tente d'organiser des groupes de parole environ une fois par mois où une dizaine de personnes peuvent se rencontrer et échanger leurs expériences. Le risque d'agressions étant élevé, ces rencontres sont organisées dans des lieux présentant une sécurité accrue.[156]

Selon certaines études, des sites Internet et réseaux sociaux permettent aux HSH de rencontrer des partenaires étrangers ou des Gambiens de la diaspora (appelés « *semesters* »). Les sites et réseaux les plus utilisés sont : Grindr, Hornet, facebook, Tagged, Moco Space, Gay Romeo et Bull Chat.[157] Ces études ne mentionnent pas l'usage de ces plateformes pour des rencontres de partenaires locaux.

En Afrique, certaines personnes LGBT censurent leur comportement par peur de la stigmatisation, des abus ou de violences, et deviennent ainsi « leur propre geôlier ».[158] En Gambie, de nombreux HSH entretiennent une relation « officielle » avec une femme et sont parfois mariés.[159] Ainsi, il peuvent cacher leur sexualité et répondre aux attentes sociales de représentation masculine.[160]

Comme déjà mentionné plus haut, à ce jour, aucune personne LGBTI ayant été victime de violations des droits de l'homme sous le régime Jammeh n'a témoigné devant la TRRC.[161] Les audiences publiques télévisées y sont probablement pour quelque chose, une telle visibilité pouvant s'avérer dangereuse.[162]

A noter qu'une étude académique sur l'économie sexuelle gambienne fait état d'évènements ou cérémonies dans des espaces « homosociaux »[163], au cours desquelles des jeunes HSH,

---

[152] Human Dignity Trust, London. Hate Crimes against the LGBT Community in the Commonwealth: A Situational Analysis, March 2020, p. 26. https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/2020-Hate-Crimes-against-the-LGBT-Community-in-the-Commonwealth_A-Situational-Analysis.pdf (11.03.2021).

[153] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

[154] University of Pennsylvania Law School, Philadelphia. Access to Justice in the Gambia, September 2019, p. 67. https://www.law.upenn.edu/live/files/9725-working-report-access-to-justicegambi (11.03.2021) / Mail & Guardian, Johannesburg. No truth for Gambia's queer people, 15.03.2019. https://mg.co.za/article/2019-03-15-00-no-truth-for-gambias-queer-people/ (11.03.2021).

[155] University of Pennsylvania Law School, Philadelphia. Access to Justice in the Gambia, September 2019, p. 67. https://www.law.upenn.edu/live/files/9725-working-report-access-to-justicegambi (11.03.2021).

[156] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

[157] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 277. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

[158] Chimaraoke Izugbara, et al. Regional legal and policy instruments for addressing LGBT exclusion in Africa, 13.01.2020. https://doi.org/10.1080/26410397.2019.1698905 (11.03.2021).

[159] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

[160] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 306. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

[161] TRRC, Serrekunda. Entretien du 22.11.2019.

[162] Mail & Guardian, Johannesburg. No truth for Gambia's queer people, 15.03.2019. https://mg.co.za/article/2019-03-15-00-no-truth-for-gambias-queer-people/.(11.03.2021).

[163] L'homosocialité décrit et définit les relations sociales entre personnes de même sexe. Voir par exemple : Nils Hammarén, Thomas Johansson, Göteborg. Homosociality: In Between Power and Intimacy, 2014. https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2158244013518057 (19.03.2021).

souvent efféminés, jouent le rôle d'animateur.[164] Il n'a pas été possible de trouver d'informations plus précises sur ces espaces et le type d'évènements dont il s'agit.

6.3. Accès au logement et à l'emploi

Selon une organisation active dans le domaine des droits des personnes LGBTI en Gambie, une grande partie des personnes LGB en Gambie n'ont pas d'emploi.[165] Comme mentionné dans le chapitre précédent, une étude académique relève que dans des espaces homosociaux, des *ibbis* peuvent se charger de l'animation d'évènements ou de cérémonies. Ils peuvent également effectuer certaines tâches en tant qu'hôtesses, publicistes ou conseillers vestimentaires pour femmes.[166]

Certains LGB dont l'orientation sexuelle a été révélée sont exclus par leur famille ou chassés du domicile familial. L'accès au logement est difficile pour les LGB. Les personnes dont l'homosexualité est décelée se voient généralement résilier leur bail.[167]

6.4. Accès aux soins

L'accès aux soins peut être problématique pour les LGB. Selon un interlocuteur, si l'orientation sexuelle d'un patient LGB est connu, les hôpitaux refusent généralement de le traiter.[168] Selon un médecin interrogé par la TRRC sur les violences liées au genre, les personnes LGBT ont généralement peur de de se rendre à l'hôpital.[169] Ainsi, par exemple, bien que le traitement VIH soit gratuit, de nombreuses personnes LGBTI, craignant les questions de la part du personnel médical qui pourraient les démasquer, n'osent pas s'inscrire à ce programme subventionné.[170] Un autre problème est le fait que les traitements antirétroviraux augmentent la sensation de faim. Pour les personnes LGB qui vivent dans une certaine précarité et qui ont perdu le soutien de leur famille, cela constitue un obstacle supplémentaire à l'accès au traitement.[171]

Une étude publiée en 2020 a démontré que la criminalisation des relations homosexuelles augmente le risque d'infection au VIH parmi les HSH. Elle a comparé la situation des HSH dans dix pays africains, dont la Gambie : dans les pays à forte criminalisation (Gambie, Nigéria et Cameroun), 52% étaient séropositifs, contre 8% dans les pays qui n'interdisent pas les relations homosexuelles (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Rwanda). Dans les pays à forte criminalisation, des obstacles juridiques compliquent généralement l'enregistrement d'organisations de soutien aux hommes homosexuels ou entravent leurs activités.[172]

Une étude universitaire mentionne un centre de prévention du VIH/SIDA et des maladies sexuellement transmissibles, qui opère dans l'agglomération de Banjul depuis plusieurs années sous l'égide du Ministère de la santé. Il cible les groupes à risque que sont les HSH et les travailleuses du sexe. L'auteur pense que cette « *backdoor policy* » instaurée sous Jammeh lui a probablement été imposée par des donateurs internationaux.[173] Selon un chercheur universitaire, qui décrit sans doute la même structure, il s'agit d'un centre drop-in qui offre un soutien psychosocial et des conseils en matière de santé reproductive aux HSH, prostituées et anciens toxicomanes. Toutefois, cet interlocuteur explique qu'il s'agit d'une

[164] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 275. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).
[165] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[166] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 275. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).
[167] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[168] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[169] Témoignage du Dr. Babanding Daffeh, octobre 2019, In : ANEKED & The Point Newspaper, Banjul. Truth, Reconciliation & Reparations Commission (TRRC) Digest, Edition 9, aucune date (2020), p.44. https://de809e0c-da43-478d-9c8e-8d91ac5c3048.filesusr.com/ugd/54059b_ffa6ece98cd949e1be89e93616d59ccf.pdf?index=true (11.03.2021).
[170] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
[171] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[172] Krishen Samuel, South Africa. MSM living in African countries that criminalise gay sex are at a much higher risk of getting HIV, 05.07.2020. https://www.aidsmap.com/news/jul-2020/msm-living-african-countries-criminalise-gay-sex-are-much-higher-risk-getting-hiv (11.03.2021).
[173] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 306. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

structure qui n'est pas accréditée auprès des autorités. Elle ne fait aucune publicité et obtient du matériel (préservatifs, etc.) de manière informelle au travers de quelques agences étatiques.[174]

6.5. Violences homophobes

Un rapport sur les « crimes haineux » envers les personnes LGBTI dans les pays du Commonwealth (soit 20 pays, dont la Gambie)[175] explique qu'il existe un lien entre l'interdiction des relations entre personnes de même sexe et la haine violente envers les personnes LGBTI : la loi favorise et maintient ainsi cet environnement hostile.[176]

De manière générale, on trouve peu de mentions de violences envers des personnes LGBTI dans la presse gambienne.

En effet, un médecin gambien invité à témoigner en tant qu'expert au cours des audiences de la TRRC a déclaré que les violences envers les personnes LGBT étaient rarement signalées.[177] De manière générale, beaucoup de violences homophobes se passent dans la famille et sont tues en dehors du cercle familial.[178]

Selon un chercheur universitaire, dès lors qu'il n'y a plus d'arrestations ou de poursuites de personnes LGBT sous le nouveau gouvernement, le « *social policing* » a pris de l'ampleur et les violences interpersonnelles envers des personnes LGBT ont augmenté.[179]

Le rapport sur les violences envers les personnes LGBTI dans le Commonwealth mentionne les trois types de violences suivantes :

- les attaques collectives ;
- les violences sexuelles (parfois avec la participation de membres de la famille) ;
- les violences de la part de l'Etat. Cette dernière catégorie comprend les abus et violences de la part de membres de l'administration, en particulier des forces de de l'ordre (voir chap. 4.1 Protection de la part des forces de l'ordre).[180]

S'agissant des violences collectives, deux sources interviewées ont cité chacune un exemple, dont il n'est pas clair s'il s'agit du même incident :

- des personnes LGB attaquées par un groupe de voisins en raison de leur orientation sexuelle et qui ont ensuite été victimes d'extorsion de la part des agents du poste de police où elles avaient cherché refuge.[181]
- En janvier 2019, un présentateur radio a révélé sur les ondes les adresses d'appartements où s'étaient réfugiées des personnes LGBTI et a appelé les auditeurs à les attaquer.[182] L'appel a été suivi.[183]

Pour ce qui est des violences sexuelles envers des personnes LGB, il n'a pas été possible de trouver d'exemples de tels cas en Gambie. Selon une défenseuse des droits de l'homme

---

174 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
175 The Commonwealth, London. Member countries, aucune date. https://thecommonwealth.org/member-countries (11.03.2021).
176 Human Dignity Trust, London. Hate Crimes against the LGBT Community in the Commonwealth: A Situational Analysis, March 2020, p. 27. https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/2020-Hate-Crimes-against-the-LGBT-Community-in-the-Commonwealth_A-Situational-Analysis.pdf (11.03.2021).
177 Témoignage du Dr. Babanding Daffeh, octobre 2019, In : ANEKED & The Point Newspaper, Banjul. Truth, Reconciliation & Reparations Commission (TRRC) Digest, Edition 9, aucune date (2020), p.44. https://de809e0c-da43-478d-9c8e-8d91ac5c3048.filesusr.com/ugd/54059b_ffa6ece98cd949e1be89e93616d59ccf.pdf?index=true (11.03.2021).
178 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
179 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
180 Human Dignity Trust, London. Hate Crimes against the LGBT Community in the Commonwealth: A Situational Analysis, March 2020, p. 24-27. https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/2020-Hate-Crimes-against-the-LGBT-Community-in-the-Commonwealth_A-Situational-Analysis.pdf (11.03.2021).
181 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
182 WILL, Fajara. UPR Joint Submission, 03.10.2020, p.2. https://www.upr-info.org/sites/default/files/document/gambia/session_34_-_november_2019/js6_upr34_gmb_e_main.pdf (11.03.2021) / Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
183 Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.

gambienne, il est difficile de collecter des récits de violences sexuelles en Gambie du fait d'une mécompréhension culturelle de ce que sont ces violences et de la stigmatisation qui les entourent.[184]

Concernant les violences au sein de la famille, une organisation gambienne a notamment mentionné l'exemple d'un jeune homme qui a été poignardé après que sa famille avait découvert son homosexualité.[185]

6.6. Stratégies adoptées par les LGB

Les hommes ne font généralement pas l'objet d'un fort contrôle familial. De ce fait, ils peuvent se rencontrer et se réunir plus facilement. Les jeunes hommes villageois peuvent également s'installer en ville pour échapper à la supervision familiale.[186] Un collaborateur gambien d'une organisation internationale estime cependant que vue la taille du pays, une personne « étiquetée » LBGTI ne peut pas recommencer une vie ailleurs dans l'anonymat.[187]

Comme déjà indiqué plus haut, la plupart des LGB tentent de ne pas se faire remarquer, car ils estiment que plus on leur porte d'attention, plus ils sont en danger.[188] De plus, beaucoup de LGB sont mariés en couple hétérosexuel.[189] En effet, selon une étude sur la sexualité en Gambie, de nombreux HSH estiment qu'ils doivent avoir une compagne ou une épouse afin de cacher leur sexualité et répondre aux attentes sociales de représentation masculine. La majorité des HSH interrogés dans le cadre de cette étude ont expliqué n'avoir que des relations occasionnelles avec des hommes. Certains ont déclaré qu'ils avaient un partenaire stable dans un pays voisin (Sénégal ou Guinée) où ils se rendaient de temps en temps pour pouvoir le rencontrer à l'abri des regards de proches.[190]

Un chercheur universitaire a expliqué que les *peer educators* (pairs éducateurs) du centre drop-in pour les HSH mentionné plus haut sont régulièrement la cible de menaces et la plupart d'entre eux ont dû déménager à plusieurs reprises. Quand il perçoivent que « la situation devient trop dangereuse », ils se rendent au Sénégal, où ils restent jusqu'à ce qu'ils estiment qu'ils peuvent rentrer au pays.[191]

Ce même chercheur a indiqué qu'une activiste LGBT au Sénégal lui a expliqué qu'entre 2017 et 2019, elle avait rencontré au moins 115 LGBT gambiens venus se réfugier temporairement au Sénégal.[192]

Interrogée sur la question du retour de ces personnes en Gambie, une activiste gambienne a expliqué que les HSH qui cherchent refuge au Sénégal n'y sont pas bien traités et ont du mal à y trouver un moyen de subsistance. Aussi, généralement, ils préfèrent rentrer après un certain temps.[193]

Une étude académique mentionne que certains jeunes HSH gambiens, appelés *ibbis*, sont courtisés par des femmes plus âgées et d'un statut social plus élevé. En échange de faveurs sexuelles, ces dernières leur offrent leur protection. [194]

---

[184] University of Pennsylvania Law School, Philadelphia. Access to Justice in the Gambia, September 2019, p. 54, note 120. https://www.law.upenn.edu/live/files/9725-working-report-access-to-justicegambi (11.03.2021).
[185] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[186] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
[187] Organisation internationale, Banjul. Entretien du 19.11.2019.
[188] Fatou Baldeh, défenseuse des droits de l'homme, Banjul. Entretien du 20.11.2019.
[189] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
[190] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 306. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).
[191] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
[192] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.
[193] Fatou Baldeh, interview téléphonique, 29.09.2020.
[194] Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 275. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

7. Situation spécifique aux femmes

De manière générale, les informations sur les femmes ayant des relations avec des femmes (FSF) en Afrique de l'Ouest anglophone sont rares.[195] En Gambie, le terme « homosexualité » ne se rapporte généralement qu'aux hommes.[196] Un article sur les sexualités entre femmes en Afrique indique que, dans le contexte d'homophobie politique et de sanctions pénales régnant dans certains pays d'Afrique, dont la Gambie, il est particulièrement difficile de briser le silence des femmes africaines lesbiennes.[197]

En Gambie, les femmes FSF sont quasiment « invisibles ».[198] Un chercheur en droit estime que cela découle d'une part du rôle peu valorisé des femmes dans la société gambienne et, d'autre part, de la supervision masculine, familiale ou morale dont les femmes font l'objet.[199] Les jeunes femmes sont censées vivre au domicile familial jusqu'à leur mariage et ne jouissent pas de la liberté de mouvement accordée aux jeunes hommes.[200] Dès lors, les femmes sont moins au centre des discussion et les FSF, contrairement aux HSH, ont moins l'occasion de se rencontrer librement, ce qui réduit leur visibilité.[201]

Quant à l'article mentionné plus haut, il souligne l'aspect « punitif » de la visibilité pour les femmes lesbiennes. En effet, pendant des décennies, elles ont été accusées de trahir leur rôle de procréatrices et de gardiennes des traditions dans des pays où les genres ont été définis de manière stricte par les rhétoriques nationalistes postcoloniales.[202] Par ailleurs, du fait du contrôle social, les femmes ne peuvent quitter le domicile parental pour s'installer en ville. Généralement, elles n'émigrent pas, en raison du danger que représentent les voyages pour une femme.[203]

Selon rapport sur les « crimes haineux » envers les personnes LGBTI dans les pays du Commonwealth, les femmes lesbiennes ou bisexuelles sont soumises à des viols correctifs, dont une grande partie se déroulent au sein de la famille.[204] Un rapport d'Amnesty International indique qu'en Afrique subsaharienne, les violence envers les femmes lesbiennes ont le plus souvent lieu à leur domicile et que les auteurs sont le plus souvent, outre les membres de leur famille, des voisins ou des collègues. Ces femmes sont aussi victimes de violences psychologiques.[205]

En Gambie, les femmes lesbiennes sont souvent mariées, parfois dans le cadre d'un mariage d'honneur.[206] De manière générale, les violences sont fréquentes dans de telles unions, dont

---

195 N. Nwosu-Juba & the Anglophone West African LBQT Research Collective (Published by COC Netherlands, Amsterdam). 'Our Voices, Mapping the Needs of LBQ Women and Trans People in Ghana: Research report based on a community-led study in four countries, 2019, p.9. http://awdflibrary.org/bitstream/handle/123456789/1010/Ghana_report_11_12_lowres.pdf?sequence=1&isAllowed=y (11.03.2021).

196 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021).

197 Ashley Currier, Thérèse Migraine-George, Cincinatti. "Lesbian"/female same-sex sexualities in Africa. In: Journal of Lesbian Studies, 2017, 21:2, 133-150, https://doi.org/10.1080/10894160.2016.1146031 (11.03.2021).

198 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 273. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021) / Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

199 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

200 Mariama Jaiteh, Florida. Seeking Friends With Benefits In A Tourism-Based Sexual Economy: Interrogating The Gambian Sexscape, 2018, p 221 + p.225. https://digitalcommons.fiu.edu/etd/3681 (11.03.2021)

201 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

202 Ashley Currier, Thérèse Migraine-George, Cincinatti. "Lesbian"/female same-sex sexualities in Africa. In: Journal of Lesbian Studies, 2017, 21:2, 133-150, https://doi.org/10.1080/10894160.2016.1146031 (11.03.2021).

203 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

204 Human Dignity Trust, London. Hate Crimes against the LGBT Community in the Commonwealth: A Situational Analysis, March 2020, p. 25. https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/2020-Hate-Crimes-against-the-LGBT-Community-in-the-Commonwealth_A-Situational-Analysis.pdf (11.03.2021).

205 Amnesty International, London. Speaking out. Advocacy experiences and tools of LGBTI activists in Sub-Saharan Africa, 2014, p. 15. https://www.amnesty.org/download/Documents/4000/afr010012014en.pdf (11.03.2021).

206 Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

les viols, les grossesse forcées, ainsi que d'autres violences physiques.[207] Il arrive parfois que des jeunes filles lesbiennes refusent de se marier. Elles sont alors chassées du domicile familial et finissent parfois par travailler comme prostituées pour survivre.[208]

8. Conclusion

Les informations collectées donnent une image lacunaire et contrastée de la condition des personnes LGB en Gambie. Elles se concentrent très largement sur les HSH, laissant uniquement entrevoir quelques bribes du quotidien des FSF.

Sur le plan légal, la situation est relativement claire : les relations entre personnes de même sexe sont punissables – et devraient le rester une fois le code pénal révisé. Toutefois, sous l'actuel gouvernement, de telles relations ne font généralement pas l'objet de poursuites judiciaires ou de condamnations. Cependant, la récente condamnation d'un ressortissant sénégalais à sept ans de prison pour tentative d'actes contre nature soulève des interrogations. Vu l'absence d'informations détaillées sur le contexte de cette affaire, il n'est pas possible d'en saisir les tenants et aboutissants. On notera tout de même qu'il y a un plaignant, ce qui signifie qu'une plainte formelle a été déposée. Ce ne sont donc pas les autorités qui ont lancé cette procédure pénale. Il reste maintenant à voir s'il s'agit d'un cas isolé ou si d'autres suivront.

En cas de problèmes avec des tiers, les personnes LGB n'osent généralement pas faire appel à la police. En effet, du fait de la criminalisation des relations entre personnes de même sexe, elles sont plus facilement la proie d'extorsion de la part des forces de l'ordre, même si elles n'ont certainement pas l'exclusivité de ce traitement. Si leurs droits ont été bafoués, elles peuvent, comme toute personne résidant en Gambie, porter plainte auprès de la NHRC, une organisation qui s'est exprimée en faveur de la protection des droits des personnes LGBT.

La situation concrète des personnes LGB demeure difficile à appréhender ; les sources sont rares et lacunaires et ne permettent pas une lecture différenciée. La majorité des sources dépeignent une société gambienne profondément homophobe et discriminante envers toute forme de déviance des normes sociales établies. Dans ce cadre, certaines sources font état d'exclusion et de diverses formes de violences physiques ou psychiques envers les personnes LGB dont l'orientation sexuelle a été dévoilée, souvent au sein du cercle familial. Les violences sont rarement signalées et leur fréquence ou ampleur n'est pas connue. Toutefois, si la NHRC a jugé nécessaire d'exhorter l'Etat à protéger les personnes LGBT, c'est probablement qu'elle a connaissance de certains incid/ents.

Au quotidien, la plupart des HSH semblent chercher à être aussi peu visibles que possible, ce qui explique partiellement l'absence de lieux de rencontre dédiés et d'organisations LGB dans le pays. Nombre de HSH se sentiraient forcés de vivre une vie hétérosexuelle de façade pour satisfaire aux attentes sociales. La révélation de leur orientation sexuelle peut avoir des répercussions sociales, tant sur les relations avec leur famille, que sur la possibilité d'obtenir un emploi, un logement, voire même des soins. La situation des hommes connus pour être HSH semble d'ailleurs pouvoir s'envenimer au point que certains jugent nécessaire de se cacher temporairement au Sénégal.

Cependant une étude académique rédigée par une chercheuse gambienne révèle qu'il existe certains espaces où des HSH sont tolérés, voire même appréciés, puisqu'ils sont chargés de l'animation d'évènements et de cérémonies. L'étude en question n'est pas très explicite sur la question, mais elle laisse penser que certains secteurs professionnels, notamment l'évènementiel, éventuellement également la communication et la mode, seraient plus tolérants envers les HSH. A noter que cette visibilité n'est apparemment pas gratuite pour ces derniers, puisque l'étude précise que ces jeunes hommes reçoivent la protection de femmes influentes en échange de faveurs sexuelles.

---

[207] Human Dignity Trust, London. Hate Crimes against the LGBT Community in the Commonwealth: A Situational Analysis, march 2020, p. 25. https://www.humandignitytrust.org/wp-content/uploads/resources/2020-Hate-Crimes-against-the-LGBT-Community-in-the-Commonwealth_A-Situational-Analysis.pdf (11.03.2021).

[208] Eric Mawira Gitari, doctorant (S.J.D Candidate), Harvard Law School. Entretien téléphonique du 21.07.2020.

SECRETARIAT D'ETAT AUX MIGRATIONS SEM

Domaine de direction Asile

Annexe 1: Code pénal : dispositions en vigueur

Code pénal de 1933

Unnatural offences.

144*. Any person who –*

1) has carnal knowledge of any person against the order of nature ; or

2) has carnal knowledge of an animal; or

3) permits a male person to have carnal knowledge of him or her against the order of nature;

is guilty of a felony, and is liable to imprisonment for fourteen years.

Attempts to commit unnatural offences.

145. *Any person who attempts to commit any of the offences specified in the last preceding section is guilty of a felony, and is liable to imprisonment for seven years.*

Indecent practices between males.

147. *Any male person who, whether in public or in private, commits any act of gross indecency with another male person, or procure another male person to commit any act of gross indecency with him, or attempts to procure the commission of any such act by any male person with himself or with another male person, whether in public or private, is guilty of a felony and is liable to imprisonment for five years.*

.

Source: Criminal Code of the Gambia, 1933, Division 3. https://sherloc.unodc.org/cld/uploads/res/document/gmb/1934/criminal-code--part-iii_html/Gambia_Criminal_Code_Part_3.pdf (08.03.2021).

Amendements de 2005

Amendment of section 144

4. Section 144 of the principal Act is amended-

(a) by re-numbering the existing section as section 144 (1);

(b) in paragraph (c) of section 144 (1), as re-numbered, by substituting for the words “a male” the word “any” and

(c) by inserting immediately after section 144 (1), the following new subsection (2)-

“(2) In this section-

“carnal knowledge of any person against the order of nature” includes-

(a) carnal knowledge of the person through the anus or the mouth of the person

(b) inserting any object or thing into the vulva or anus of the person for the purpose of simulating sex; and

(c) committing any other homosexual act with the person."

Amendment of section 147

5. Section 147 of the principal Act is amended by-

(a) re-numbering the existing section as section 147 (1);

(b) inserting immediately after section 147 (1), the following new subsections (2) and (3)-

“(2) Any female person who, whether in public or private, commits any act of gross indecency with another female person, or procures another female person to commit any act of gross indecency with her, or attempts to procure the commission of any such act by any female person with herself or with another female person, whether in public or private, is guilty of a felony and liable to imprisonment for a term of five years.

(3) In this section-

“act of gross indecency” includes any homosexual act.”

Source : The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 21.07.2005. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/75299/78264/F1686462058/GMB75299.pdf (11.03.2021).

Amendement de 2014

4. Insertion of section 144A

There is inserted immediately after section 144A of the Principal Act, the following new section-

"144A. Aggravated homosexuality

(1) A person commits the offence of aggravated homosexuality where the –

(a) person against whom the offence is committed is below the age of eighteen years;

(b) offender is a person living with HIV Aids;

(c) offender is a parent or guardian of the person against whom the offence is committed;

(d) offender is a person in authority over the person against whom the offences is committed;

(e) victim of the offence is a person with disability;

(f) offender is a serial offender; or

(g) offender applies, administers or causes to be administered by any man or woman, any drug, matter or substance with intent to stupefy or over power him or her, so as to enable any person to have un-lawful carnal connection with any person of the same sex.

(2) A person who commits the offence of aggravated homosexuality is liable on conviction to imprisonment for life."

Source : The Gambia, Criminal Code (Amendment) Act, 2014. Banjul, 09.10.2014. https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/101060/121595/F-454549913/GMB101060.pdf (11.03.2021).

Annexe 2 : Articles du projet de nouveau code pénal *Criminal Offences Bill 2020* (état : mars 2020)

122. Unnatural offences

(1) A person who-

(a) engages in a sexual act with any person against the order of nature; or

(b) engages in a sexual act with an animal; or

(c) permits any person to engage in a sexual act with him or her against the order of nature;

commits a misdemeanour and is liable on conviction to imprisonment for two years.

(2) In this section, “engaging in a sexual act with any person against the order of nature” includes committing any homosexual act with another person.

123. Attempts to commit unnatural offences

A person who attempts to commit any of the offences specified in section 122 of the Act commits a misdemeanour and is liable on conviction to imprisonment for a term of two years.

124. Indecent practices between males

(1) A male person who, whether in public or private, commits any act of gross indecency with another male person, or procures another male person to commit an act of gross indecency with him, or attempts to procure the commission of any such act by any male person with himself or with another male person, whether in public or private, commits a misdemeanour and is liable to imprisonment for two years.

(2) A female person who, whether in public or private, commits and [sic] act of gross indecency with another female person, or procures another female person to commit an act of gross indecency with her, or attempts to procure the commission of any such act by any female person with herself or with another female person, whether in public or private, commit [sic] a misdemeanour and is liable on conviction to imprisonment for two years.

(3) In this section “act of gross indecency” includes any homosexual act.

Source: Criminal Offences Bill 2020, mars 2020. https://static1.squarespace.com/static/5a7c2ca18a02c7a46149331c/t/5f026165dc3ce86c6becff3c/1593991585629/Criminal+Offences+Bill_2020.pdf (11.03.2021).